



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 6 JUILLET 1918.

QUEBEC, SATURDAY, 6TH JULY, 1918.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, 22 mai 1918.

M. Léon Jaspar, de Montréal, inspecteur des établissements industriels.

Québec, 5 juin 1918.

M. Alphonse Couture, de Grande-Rivière, dans le comté de Gaspé, greffier de la Cour du magistrat à Grande-Rivière.

Québec, 13 juin 1918.

M. Alfred Turgeon, marchand, de Saint-Laurent, Ile d'Orléans, registrateur de la division d'enregistrement de l'Ile d'Orléans. 2587

M. Louis-Edouard Coderre, comptable, de Sherbrooke, juge de paix pour le district de Saint-François.

MM. Jean Naud, inspecteur en chef du département des incendies de la cité de Montréal, J.-Wilfrid Cadieux, comptable, de Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz :

Québec, 22nd May, 1918.

Léon Jaspar, of Montreal, to be inspector of industrial establishments.

Québec, 5th June, 1918.

Alphonse Couture, of Grande-Rivière, in the county of Gaspé, to be clerk of the Magistrate Court, at Grande Rivière.

Quebec, 13th June, 1918.

Alfred Turgeon, of Saint Laurent, Island of Orléans, to be registrar of the Registration Division of the Island of Orleans. 2588

Louis-Edouard Coderre, accountant, of Sherbrooke, to be a justice of the peace for the district of Saint-François.

Jean Maud, chief inspector of the Fire Department of the city of Montreal, J.-Wilfrid Cadieux, accountant, of Montreal, to be justices of the peace for the district of Montreal.

MM. Charles Denis, Joseph Fernet, Joseph Gervais, Joseph-Alfred Lavallée, cultivateurs, de Berthier ; Dosithé Bonin, Damase Champagne, cultivateurs, de Lanoraie ; Joseph-D. Chénard, manufacturier, Aristide-B. Desrochers, bourgeois ; R.-A. Gervais, bijoutier, Laurent Menard, comptable, Léon Pelletier, agent, Paul Sylvestre, bourgeois, de Berthierville ; Emery Mousseau, cultivateur, de Lavaltrie, Charles L'Heureux, marchand, de Saint-Barthélemi ; Xavier Bellerose, cultivateur, Saint-Michel-des-Saints ; Arsène Denis, et Pierre Lavallée, cultivateurs, Saint-Norbert, juges de paix pour le district de Joliette. 2599

Québec, 20 juin 1918.

M. Herbert-Granville Munro, gérant du magasin Almy, Montréal, et M. John York, directeur de la Saint-Lawrence Sugar Refineries Ltd., de Montréal, juges de paix, pour le district de Montréal. 2645

Charles Denis, Joseph Fernet, Joseph Gervais, Joseph-Alfred Lavallée, farmers, of Berthier ; Dosithé Bonin, Damase Champagne, farmers, of Lanoraie ; Joseph-D. Chénard, manufacturer, Aristide-B. Desrochers, gentleman ; R.-A. Gervais, jeweler, Laurent Menard, accountant, Leon Pelletier, agent, Paul Sylvestre, gentleman, of Berthierville ; Emery Mousseau, farmer, of Lavaltrie, Charles L'Heureux, merchant, of Saint-Barthélemi ; Xavier Bellerose, farmer, of Saint-Michel-des-Saints ; Arsène Denis and Pierre Lavallée, farmers, of Saint Norbert, to be justices of the peace for the district of Joliette. 2600

Quebec, 24th June, 1918.

Herbert-Granville Munro, manager of Almy's store, Montreal, and John York, director of the St-Lawrence Sugar Refineries, Ltd., of Montreal, to be justices of the peace for the district of Montreal. 2646

Lettres patentes

"Le Club Européen, Incorporé".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douzième jour de juin 1918, constituant en corporation M.M. Joseph Fantacci, commis ; John-E. Lunardi, agent ; Geretto Bruno, contracteur ; Albert Daïck, mécanicien ; Alfred Bonomi, ingénieur-mécanicien, de Montréal, dans les buts suivants :

Pour encourager et promouvoir la culture physique parmi ses membres et actionnaires ; établir, maintenir et organiser des club houses pour des buts sociaux et d'amusement, pour se procurer par achat ou autrement, des propriétés mobilières ou immobilières, nécessaires pour atteindre le but de l'association ou pour son utilité ; pour vendre ou autrement aliéner les dites propriétés, en disposer ou en acquérir d'autres à la place, hypothéquer ses immeubles ; pour faire les arrangements nécessaires, pour l'achat, le louage ou l'acquisition des droits de propriété, franchise, pouvoir, biens et privilèges de toute autre compagnie, association ou personne pour se joindre à toute autre compagnie, association ayant des pouvoirs similaires à elle ; pour émettre des actions et donner de telles actions pour l'achat de tout contrat, droits, privilèges que l'association est autorisée à acquérir, exploiter, se servir et exercer ; pour passer des règlements et faire des règles pour la direction de l'association et de ses membres, aux privilèges de l'association et pour l'expulsion et la suspension de ses membres, pour le montant payable annuellement, pour l'ordre, la discipline, pour la direction interne, et généralement pour toute chose regardant l'administration de l'association et la poursuite de ses buts ; pour passer des règlements pour la confiscation ipso-facto en faveur de l'association des actions de tout actionnaire de l'association en défaut de payer les montants dus sur ses actions, sur sa contribution annuelle ou sur toute autre réclamation en conformité avec les lois, règles et règlements de l'association ; pour faire application et obtenir, selon les termes de la loi des licences, une licence de club, et conformément à cette licence, vendre les liqueurs enivrantes dans son établissement durant les assemblées ou réunion des membres de l'association ou de ses actionnaires ; pour avoir une bibliothèque, chambre de lecture, jeu de billard, de pool et de quille ;

Lettres patent

"Le Club Européen, Incorporé".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1918, incorporating Joseph Fantacci, clerk ; John-F. Lunardi, agent ; Geretto Bruno, contractor ; Albert Daïck, machinist ; Alfred Benomi, mechanical engineer, of Montreal ; for the following purposes :

To encourage and promote physical culture among its members and shareholders ; to establish, maintain and organize club houses for social and amusement purposes and to acquire by purchase or otherwise moveable or immoveable property necessary for the attainment of the association purposes or suitable therefor ; to sell or otherwise alienate the said property, dispose thereof and acquire other property to replace same, hypothecate its immoveables ; to make the necessary arrangements for the purchase, lease or acquisition of rights of ownership, franchise, power, assets and privileges of any other company, association or person ; to amalgamate with any other company or association having similar powers to those of the company ; to issue shares and give same in payment of the purchase price of any contract, rights, privileges which the association is authorized to acquire, operate, utilize and carry on ; to pass by-laws and make regulations for the direction of the association and its members, the privileges of the association, and for the expulsion and suspension of its members, the fee payable annually, order and discipline, the internal management, and generally for everything concerning the administration of the association and the pursuit of its purpose ; to pass by-laws for the ipso facto confiscation, in favor of the association, of the shares of any member of the association in arrear of any calls due on his shares, his annual subscription or any other claim in conformity with the laws, rules and regulations of the association ; to apply for and obtain, in pursuance of the provisions of the license Law, a club license and pursuant to this licence, to sell intoxicating liquors in its establishment at the meetings or gatherings of the members of the association or shareholders ; to have a library, reading room, billiard and pool tables, bowling alleys ; to make and execute any act or thing which may appear conducive to or

pour faire et exécuter tout autre acte ou objet qui pourrait être utile ou apparaître avantageux pour l'obtention des buts cités plus haut, sous le nom de "Le Club Européen Incorporé", avec un capital de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de juin 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
2537—26-2 C.-J. SIMARD.

"Lafayette, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douzième jour de juin 1918, constituant en corporation M.M. Louis Fitch, avocat; Abraham Saul Cohen; Isidore Friedman, comptables; Joseph Philip Beaupré, huissier; et Lillian Freedman, sténographe, de Montréal, pour les fins suivantes:

Être marchands de vêtements pour femmes et enfants, de nouveautés de toutes espèces, d'articles de fantaisie et garnitures, être exportateurs et importateurs de toutes ces marchandises et d'aucunes d'icelles, exercer aucun tel commerce soit comme principaux, agents ou comme courtiers;

Acquérir par achat, bail ou autre titre légal, et assumer la totalité ou aucune partie de l'entreprise, de la propriété, du commerce, de l'actif ou du passif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce semblable en tout ou en partie à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, et les payer intégralement ou partiellement en numéraire, en actions libérées du capital de la compagnie, en obligations, en débiteures ou avec d'autres valeurs de la corporation, et spécialement assumer, à titre de firme en opération, le commerce actuellement exercé, en la cité de Montréal, sous le nom de "Lafayette";

Acquérir par achat, bail, échange ou autre titre légal, des biens-fonds et immeubles de toute description nécessaires, ou indispensables aux objets de la compagnie, y construire des bâtiments, entrepôts et les autres structures nécessaires et vendre, céder à bail, louer, échanger, emprunter sur, aliéner, grever et autrement trafiquer de ces terrains et autres immeubles;

Acheter, prendre en échange ou en paiement ou autrement acquérir, posséder et détenir, vendre et disposer d'actions, débiteures, obligations et autres valeurs d'autres compagnies dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie; acquérir, détenir et disposer de droits hypothécaires, privilégiés ou de garantie par ou pour d'autres compagnies ou personnes;

Cautionner, garantir, se porter responsable du paiement de billets promissaires, lettres de change, comptes ou autres obligations d'aucune sorte quelconque appartenant à aucune autre corporation, société ou personne, avec lesquelles la compagnie aura des relations d'affaires;

Payer aucune propriété mobilière ou immobilière, les droits, privilèges, affaires ou franchises que la compagnie peut légalement acquérir, ou avec l'assentiment des actionnaires, les services rendus à la compagnie, en parts acquittées, en obligations, débiteures ou avec d'autres valeurs de la corporation;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et négoces se rattachant aux objets pour lesquels la

seem advantageous for the attainment of the above purposes, under the name of "Le Club Européen, Incorporé" with capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of June, 1918.

C.-J. SIMARD,
2538—26-2 Assistant Provincial Secretary.

"Lafayette, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th June, 1918, incorporating M.M. Louis Fitch, advocate; Abraham-Saul Cohen, Isidore Friedman, accountants; Joseph-Philip Beaupré, bailiff; and Lillian Freedman, stenographer, of Montreal, for the following purposes:

To act as dealers in women's and children's clothing, dry goods of all kinds and fancy goods and trimmings, and to act as exporters and importers of any or all of these goods, and to do any such business either as principals or as agents or as brokers;

To acquire by purchase, lease, or other legal title, and to take over the whole or any part of the undertaking, property, business, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on any business similar, in whole or in part, to that which this company is authorized to carry on and to pay for the same either wholly or partly in cash, or in fully paid shares of the company's capital stock, or in bonds, debentures or other securities of the company, and in particular to take over, as a going concern, the business presently carried on at the city of Montreal, under the firm name of "Lafayette";

To acquire by purchase, lease, exchange or other legal title, real estate and immovables of every description, necessary or required for the purposes of the company, and to erect thereon buildings, warehouses, and other necessary structures, and to sell, lease, rent, exchange, borrow upon, dispose of, hypothecate, and otherwise deal in such lands and other immoveable properties;

To purchase, take in exchange or in payment, or otherwise to acquire, own and hold and to sell and dispose of shares, debentures, bonds and other securities of other companies having objects similar in whole or in part to those of this company; and to acquire, hold, and dispose of rights of hypothec, privileges or pledge in and from other companies or individuals;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsoever of any other corporation, firm or individual, with which the company has business dealings;

To pay for any property, moveable or immoveable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, or with the approval of the shareholders, for any services rendered to the company, in fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To do all the acts and to exercise all the powers, and to carry on all business germane to

présente compagnie est constituée, et exercer aucun autre commerce qui peut être convenablement exercé en même temps que le précédent ;

Emettre des obligations et débetures garanties par la totalité ou aucune partie de la propriété corporative, mobilière ou immobilière, présente et future, sous le nom de "Lafayette, Limited", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de juin 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
2541—26-2 C.-J. SIMARD.

the objects for which this company is incorporated and to carry on any other business which may be conveniently carried on in connection with the foregoing ;

To issue bonds and debentures secured upon any or all of the company's property, moveable or immoveable, present and future, under the name of "Lafayette, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of June 1918.

C.-J. SIMARD,
2542—26-2 Assistant Provincial Secretary.

" Dominion Importing and Manufacturing Company, Limited."

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18ième jour de juin 1918, constituant en corporation M.M. William-J. McNeil, comptable ; Joseph-Howard McNeil, employé civil ; Patrick-Joseph Murray, gérant ; William-J. Molloy, voyageur, et John Wylie, comptable, de Montréal, pour les fins suivantes :

Prendre charge et assumer, à titre d'affaires en opération, le commerce de thé en gros et au détail de la Canadian Importing and Manufacturing Company ;

Faire affaires comme commerçants généraux, et acheter, vendre, manufacturer et trafiquer de marchandises, articles de consommation, meubles et effets de toutes sortes, en gros et au détail, et transiger tout négoce d'agence se rattachant à ces marchandises ou effets, et généralement, se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie jugera directement ou indirectement propre aux intérêts de la corporation ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant à l'objet de la présente compagnie ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou souscrire des parts, obligations, débetures ou d'autres valeurs d'aucune compagnie exerçant, sur le point d'exercer, ou se livrant à aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, et les vendre, les revendre, les réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier ;

Emettre et distribuer des actions libérées de la compagnie en paiement d'aucunes servitudes, affaires, franchises, propriétés, des droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences ou contrats que la compagnie est autorisée à acquérir ;

Vendre, louer ou autrement disposer de la propriété et des entreprises corporatives ou d'aucune partie d'icelles, pour le prix que la compagnie jugera convenable, et particulièrement des parts, débetures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ;

Conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque, ou autrement, avec aucun gouvernement municipal, local ou autre ou pouvoir, ou avec aucune personne exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun négoce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé au profit direct ou indirect de la présent corporation, aussi garantir les

" Dominion Importing and Manufacturing Company, Limited."

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1918, incorporating M.M. William-J. McNeil, accountant; Joseph-Howard McNeil, civil employee; Patrick-Joseph Murray, manager; William-J. Molloy, traveller, and John Wylie, accountant, of Montreal, for the following purposes :

To take over and carry on, as a going concern, the wholesale and retail tea business of the Canadian Importing and Manufacturing Company ;

To carry on business as general traders, and to buy, sell, manufacture and deal in goods, consumable articles, chattels, and effects of all kinds, both wholesale and retail, and to transact every kind of agency business connected with such goods or articles and generally to engage in any business or transaction which may seem to the company, directly or indirectly, conducive to the interests of the company ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, property, liabilities, of any person, or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this company ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or to take the shares, bonds, debentures, or other securities of any company carrying on, or about to carry on, or engaged in the business which this company is authorized to carry on, and to sell, re-sell, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To issue and allot fully paid shares of the company in payment of any services, business, franchise, undertaking, property, right, power, privilege, lease, license or contract, which the company is authorized to acquire ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular, the shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government municipal or local authority or with any person carrying on or engaged in or about to engage in or carry on, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to guarantee the contracts of either with or

contrats avec ou sans cautionnement, prêter de l'argent ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie entreprenant de construire ou d'améliorer aucune propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, et généralement en faveur de ces personnes et compagnies, aux termes et conditions que la corporation croira avantageux, et spécialement aux concessionnaires, entrepreneurs et constructeurs ;

Assurer le paiement de deniers garantis ou payables en vertu ou par obligations, parts, contrats, hypothèques, charges, obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie exerçant un commerce semblable à celui de la présente corporation ;

Conclure aucun arrangement avec aucun gouvernement ou pouvoir fédéral, municipal, local ou autre, qui semblera approprié aux fins corporatives, ou à aucune d'icelles ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie, et en disposer, sur les valeurs, de la manière ou façon qui seront de temps à autre déterminées ;

Distribuer aucune propriété de la compagnie en espèces, à ses actionnaires ;

Faire aucune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs ou procureurs ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou tendent à l'accomplissement des objets précités ;

S'unir à aucune compagnie dont la totalité ou aucune partie des objets sont analogues à ceux de la présente corporation, sous le nom de "Dominion Importing and Manufacturing Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 18ième jour de juin 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
2561—26-2 C.-J. SIMARD.

" Jos Villeneuve, Limitée."

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de juin 1918, constituant en corporation MM. Joseph Villeneuve, entrepreneur-général ; Joseph Deblois, Omer Couture, Alphonse Houde, menuisiers, de Saint-Romuald ; et Georges Trudel, sculpteur, de Lévis ; dans les buts suivants :

Exercer sous toutes ses formes l'industrie d'entrepreneurs, sculpteurs et manufacturiers de mobilier d'églises en général et tous objets se rapportant à cette industrie pouvant servir au besoin du culte ;

Entreprendre de construire et finir au complet les églises, chapelles, communautés et toutes autres constructions en général ;

Les exécuter ou faire exécuter au complet dans toutes les lignes d'ouvrage tant en maçonnerie, charpenterie, en bois et en fer, menuiserie, plomberie, électricité ;

Faire la décoration en général tant en sculpture en bois, plâtre et toute autre composition, peinture, dorure, ameublement au complet, tel que autels, bancs, stalles, confessionnaux, chaires en bois, marbre, marbre artificiel ou autre composition ;

Exercer sous toutes ses formes le commerce d'exportation ou d'importation, en gros ou en détail, du bois, du fer, du ciment, de la pierre, de la brique, du granit, de la peinture, et autres matériaux de construction, naturels ou artificiels, principaux ou secondaires ;

without security, and to lend money or to otherwise assist any such person or company undertaking to build on or to improve any property in which the company is interested, and generally to such person and companies, and upon such terms and conditions as the company may think fit and in particular, to tenants, builders and contractors ;

To guarantee the payment of money, secured by or payable under, or in respect of bonds, shares, contracts, mortgages, charges, obligations, or other securities of any company carrying on a business, similar to that of this company ;

To enter into any arrangement with any government or authority federal, provincial, municipal or local or otherwise that may seem conducive to the company's objects, or any of them ;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required, upon such securities and in such manner or way as may be from time to time determined ;

To distribute any of the property of the company in specie, among its shareholders ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or attorneys ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects ;

To join any company having in whole or in part objects similar to those of this company, under the name of "Dominion Importing and Manufacturing Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1918.

C.-J. SIMARD,
2562—26-2 Assistant Provincial Secretary.

" Jos Villeneuve, Limitée."

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1918, incorporating MM. Joseph Villeneuve, general contractor ; Joseph Deblois, Omer Couture, Alphonse Houde, joiners, of Saint-Romuald, and Georges Trudel, sculptor, of Lévis, for the following purposes :

To carry on under all its forms the business of contractors, sculptors and manufacturers of church furnishings in general and any objects relating to such business capable of being used for religious requirements ;

To undertake to construct and completely finish churches, chapels, religious institutions and other structures generally ;

To completely build or have them built in all lines of work such as masonry, carpentry work, wood and iron, joinery work, plumbing, electricity ;

To do decorative work in general such as wood sculpture, plaster and any other composition, painting, gilding. Complete furnishing such as altars, benches, pews, confessionals, chairs, in wood, marble, artificial marble or other composition ;

To carry on under all its forms the wholesale and retail export or import business of wood, iron, cement, stone, brick, granite, paint and other building materials, raw or artificial, principal or subsidiary ;

Faire le commerce d'entrepreneurs en général, entrepreneurs en particulier, sous-entrepreneurs et constructeurs de toutes sortes; remplir et exécuter eux-mêmes tous tels contrats ou les vendre, céder et transporter en tout ou en partie;

Faire et exercer généralement et sous toutes ses formes le commerce, la fabrication et la production du bois de commerce, bois non ouvré, bois de construction, portes, châssis et ouvertures en général, toutes espèces de spécialités en bois, fonte, ou autre métal ou matière ouvrable de quelque nature que ce soit ;

Acquérir, posséder et mettre en opération des fabriques de bois, usines, manufactures, moulins à scies, moulins à bardeaux, planeurs, embouvetteurs, moulins à écorcer, et autres machineries et outillages nécessaires ou utiles à la préparation du bois sous toutes ses formes ;

Posséder, construire, acheter et vendre et exploiter des moulins, magasins, entrepôts, maisons, boutiques, manufactures et autres bâtisses ;

Acquérir par achat, louage, échange, donation, concession ou autrement, et détenir, posséder des biens-fonds et immeubles d'aucune nature, construire des maisons, bâtisses et d'autres structures sur les dits immeubles ainsi acquis, vendre, louer, céder à bail, transporter, échanger, aliéner et autrement disposer des terrains, biens-fonds et immeubles ainsi que des édifices y érigés et sur tous autres immeubles ;

Payer toute propriété mobilière ou immobilière, les droits, privilèges, affaires ou franchises que la compagnie pourra légalement acquérir, ou, avec l'approbation des actionnaires, les services rendus à la corporation, en parts acquittées, non sujettes à appel, en obligations, en débentures ou avec d'autres valeurs de la compagnie ;

Faire des prêts d'argent aux constructeurs de maisons, aux acquéreurs ou aux locataires d'immeubles, et prendre en garantie de remboursements de ces prêts d'argent, des hypothèques, des actions de compagnies, des obligations ou autres valeurs ;

Prendre, souscrire ou autrement acquérir et détenir par quelque titre que ce soit, des actions dans d'autres compagnies dont les objets sont similaires à ceux de la présente compagnie et en disposer comme bon lui semblera ;

Émettre des actions entièrement libérées, des bons, débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel d'aucun bien, mobilier ou immobilier, droit, action, privilège, brevet ou invention, que cette compagnie acquerra par aucun titre quelconque, ou pour les fins du commerce qu'elle est autorisée de faire pour l'un ou l'autre objet à la fois ;

Acquérir les biens mobiliers ou immobiliers, droits, actions, privilèges, brevets et inventions, de toute autre compagnie, société, raison sociale ou personne, en payer le prix soit en numéraire, soit en actions acquittées, non sujettes à appel, débentures, hypothèques ou autres valeurs de la corporation, ou autrement, et assurer les obligations des vendeurs ou cédants ;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir ou posséder et exploiter aucune marque de commerce ou de fabrique, nom de commerce, brevet d'invention, améliorations ou procédés enregistrés ou autrement, utiles aux affaires de la compagnie, les utiliser, employer, exercer ou développer, en octroyer des licences ou autrement faire valoir aucunes telles marques de commerce ou de fabrique, noms de commerce ou aucun de ces droits ou propriétés, les revendre, louer ou échanger ou autrement en disposer, le tout par ou pour une royauté ou autre considération jugée convenable par la compagnie ;

Se joindre à toute autre compagnie, conclure

To carry on the business of general contractors, private contractors, subcontractors and contractors of every kind ; fulfil and carry out themselves any such contracts or sell, convey and transfer same in whole or in part ;

To carry on and exercise generally under all its forms the business, manufacture and production of lumber, logs, timber, doors, windows and openings generally, all kinds of specialties in wood, cast iron or other metal or workable matter of any nature whatever ;

To acquire, hold and operate lumber mills, workshops, factories, sawmills, shingle mills, planers, dovetailers, rossing mills and other machinery and equipment necessary or useful for the preparation of wood under all its forms ;

To hold, construct, purchase, sell and exploit mills, stores, warehouses, dwellings, shops, factories and other buildings ;

To acquire by purchase, lease, exchange, gift, concession or otherwise, and hold, own real estate and immovables of any kind, construct houses, buildings and other structures on the said immovables thus acquired, sell, lease, let, transfer, exchange, alienate and otherwise dispose of the lands, real estate and immovables and also the structures erected thereon and on any other immovables ;

To pay for any moveable or immoveable property, rights, privileges, business or franchises that the company may legally acquire, or, with the approbation of the shareholders, for services rendered to the corporation with paid up non assessable shares, bonds, debentures or other securities of the company ;

To make loans of money to builders of houses, purchasers or tenants of immovables, and take as security for the repayment of such loans of money, mortgages, shares of companies, bonds or other securities ;

To take over, subscribe for or otherwise acquire and hold under any title whatever shares in other companies whose objects are similar to those of this company and dispose of same as may be deemed fit ;

To issue fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in full or partial payment of any moveable or immoveable property, right, share, privilege, patent of invention that the company may acquire by any title whatever or for the purposes of the business it is authorized to carry on for one or the other object at the same time ;

To acquire the moveable or immoveable property, rights, shares, privileges, patents and inventions of any other company, firm, partnership or person, and pay for same either in cash or fully paid up non assessable shares, debentures, hypothecs or other securities of the corporation, or otherwise, and assume the liabilities of the sellers or grantors ;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire or hold and exploit any trade mark or design, trade name, patent of invention, improvements or registered processes or otherwise, useful for the business of the company, make use of, employ, exercise or develop same, take out licenses for or otherwise turn to account any such trade marks or designs, trade names or any of such rights or properties, resell, lease, exchange or otherwise dispose of same, the whole by or for a royalty or other consideration deemed advisable by the company ;

To amalgamate with any other company, enter

avec elle des marchés et arrangements aux fins de en tout ou en partie partager les profits ou d'unir ses droits ou intérêts à ceux d'autres personnes, sociétés ou compagnies faisant commerce similaire ou s'y rapportant directement ou indirectement ;

Emprunter des argents sur le crédit de la compagnie par billets promissaires, effets de commerce de toute autre nature, ou autrement, pour les fins de la compagnie, émettre des débetures, bons, obligations hypothécaires; garantir le remboursement de tels emprunts, et le paiement en capital et intérêts de telles débetures, bons ou obligations, par hypothèques sur tous ou aucun des biens immeubles ou gages en nantissement sur tous ou aucun des biens meubles, droits, privilèges, franchises, brevets ou inventions qui appartiennent en aucun temps à cette compagnie, vendre, céder, transporter purement et simplement ou à titre de garantie collatérale, tels débetures, bons ou obligations, ou autrement en disposer et accepter, comme équivalent ou compensation, pour le tout ou pour partie, des argents, effets de commerce, actions acquittées non sujettes à appel, bons, débetures, obligations ou autres valeurs de toute autre personne, société ou compagnie et que la présente compagnie trouvera convenable ou aucun de ces différents biens ou valeurs ;

Vendre, louer, aliéner ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise de la compagnie en considération de ce qu'elle jugera avantageux, et, en paiement, accepter du numéraire ou des actions acquittées, non sujettes à appel, bons, débetures ou valeurs quelconques d'aucune corporation, société ou personne ;

Placer et disposer des argents ou valeurs disponibles de la compagnie, de la manière qu'il sera, de temps à autre, déterminé par les directeurs de la compagnie ;

S'associer ou faire des conventions pour le partage des profits, la coopération avec toute personne, société ou compagnie ;

Rémunérer, soit en argent ou en actions totalement ou partiellement acquittées, bons, débetures ou obligations ou autres valeurs de la compagnie, toute personne, société ou corporation, pour services rendus ou à rendre à la compagnie en rapport avec sa constitution en corporation, sa promotion ou son organisation, ou en rapport avec la conduite de ses affaires ou pour toutes propriétés ou droits, privilèges et intérêts acquis par la compagnie en aucun temps ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne sont pas limités ou restreints par les déductions ou termes de tout autre paragraphe ;

De faire les règlements, règles ou ordonnances non incompatibles avec les lois de la province, qui pourront être jugés nécessaires pour l'administration de ses affaires et les amender ou abroger en tout temps ;

Distribuer, en espèces ou autrement, parmi les actionnaires de la compagnie, aucun bien, droit ou propriété de celle-ci; sous le nom de "Jos. Villeneuve, Limitée", avec un fonds social de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Romuald, comté de Lévis.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de juin 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
2575—26-2 C.-J. SIMARD.

into any contracts or arrangements with it for the purposes of in whole or in part sharing the profits or uniting its rights or interests to those of other persons, firms or companies carrying on a similar business or relating directly or indirectly thereto ;

To borrow money on the credit of the company by promissory notes, commercial instruments of any other nature, or otherwise, for the purposes of the company, issue bonds, debentures, mortgage debentures; guarantee the repayment of such loans and the capital and interest of such debentures, bonds or obligations by mortgages on all or any of the immoveable property, or pledges on all or any of the moveable property, rights, privileges, franchises, patents, or inventions that may at any time belong to the company, sell, convey, transfer purely and simply or as collateral security, such debentures, bonds or obligations, or otherwise dispose of same and accept as equivalent or compensation for the whole or for part, money, trade goods, non assessable paid up shares, bonds, debentures, obligations or other securities of any other person, firm or company and that the present company may deem suitable or any of such different property or securities ;

To sell, lease, alienate or otherwise dispose of the whole or any part of the undertaking of the company in consideration of what may be deemed advantageous, and in payment accept cash or non assessable paid up shares, bonds, debentures or securities whatever of any corporation, firm or person ;

To invest and dispose of the money or securities not immediately required by the company in the manner that may be from time to time determined by the directors of the company ;

To amalgamate or enter into agreements for the sharing of profits, cooperation with any person, firm or company ;

To remunerate either in cash or fully or partially paid up shares, bonds, debentures or obligations or other securities of the company any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization, or in connection with the management of its business or for any properties or rights, privileges and interests acquired by the company at any time ;

The powers specified in any of the aforesaid paragraphs are neither limited or restricted by the deductions or terms of any other paragraph ;

To make the by-laws, rules or regulations, not incompatible with the laws of the Province, that may be deemed necessary for the administration of its business and amend and repeal same at any time ;

To distribute in specie or otherwise among the shareholders of the company any property, right or asset of the latter, under the name of "Jos. Villeneuve, Limitée", with a capital stock of forty thousand dollars, divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint-Romuald, county of Lévis.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1918.

C.-J. SIMARD,
2576—26-2 Assistant Provincial Secretary.

Département des terres et forêts

Department of Lands and Forests

Avis est par le présent donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec, se réunira à :

Hull, 2 juillet 1918 ;
Matane, 30 juillet 1918 ;
Chicoutimi, 13 août 1918 ;
Québec, 2 septembre 1918,

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants candidats devront communiquer immédiatement avec ce département et désigner l'endroit où ils désirent se présenter.

Un honoraire de \$4.00 est exigible.

Le sous-ministre des terres et forêts,

ELZ.-MIVILLE DECHENE
Québec, 11 mai 1918. 1835—19-18

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec will meet at :

Hull, 2nd July, 1918 ;
Matane, 30th July, 1918 ;
Chicoutimi, 13th August, 1918 ;
Quebec, 2nd September, 1918,

to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with this Department and mention the place where they intend presenting themselves.

A fee of \$4.00 is exacted.

ELZ.-MIVILLE DECHENE,
Deputy Minister of Lands and Forests,
Quebec, 11th May, 1918. 1836—19-18

Département du trésor

Treasury Department

*Avis d'émission de permis de société charitable.**Notice of issue of a license for a charitable association.*

Avis est par le présent donné que la société "Les Sacs-au-Dos de 1914" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société charitable dans le but, au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de la part de ses membres ou du public, de secourir les affligés par suite de maladie, accident ou revers de fortune ; les veuves et les orphelins et les vétérans de la guerre et leurs familles de nationalité française, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en Conseil en date du vingt-huitième jour de mars 1918.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce troisième jour de juillet 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances,

EDW.-E. DUCKWORTH.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 2609-27-2

Notice is hereby given that the association called "Les Sacs-au-Dos de 1914" has been licensed and registered as a charitable association with a view, by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public, of making provision for those afflicted by sickness, accident, reverse of fortune; and for widows and orphans and the veterans of the war and their families of French nationality, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council dated of the twenty eighth day of March, 1918.

Given pursuant to the provisions of Article 6950 of Revised Statutes of Quebec, 1909, this third day of July, 1918.

EDW.-E. DUCKWORTH,
Superintendent of Insurance.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

Insurance Branch,

Treasury department, Quebec. 2610-27-2

*Avis d'émission de permis de société charitable.**Notice of issue of a license for a charitable association.*

Avis est par le présent donné que la "Sherbrooke Patriotic Association" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société charitable, à l'effet de s'engager dans des ouvrages patriotiques ou de porter assistance dans les circonstances imprévues qui peuvent survenir durant ou à cause de la guerre, le tout au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations de la part de ses membres ou du public, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, datée du cinquième jour de juin 1918.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-deuxième jour de juin 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances,

EDW.-E. DUCKWORTH.

Branche des assurances,

Département du Trésor, Québec.

2521—26-2

Notice is hereby given that the "Sherbrooke Patriotic Association" has been licensed and registered as a charitable association, for the purposes to engage in patriotic work or assist in emergencies which may arise during or as a result of the war, the whole by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, dated of the fifth day of June, 1918.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty second day of June, 1918.

EDW.-E. DUCKWORTH,

Superintendent of Insurance,

For the Treasurer of the Province of Quebec.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec.

2522—26-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Hartford Fire Insurance Company", of Hartford, Conn., autorisant cette compagnie à transiger dans la province de Québec des affaires d'assurance de navigation intérieure et océanique, feu, transport intérieur, cyclone ou ouragan, dégât par arroseurs automatiques et assurance contre les pertes ou dommages aux automobiles par accident, vol avec ou sans effraction, a été, ce jour, modifié, lui accordant le droit de transiger d'assurance contre la grêle et les explosions.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef pour la province de Québec, sont: H.-A. Fromings, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.P.Q., 1909, ce vingt-deuxième jour de juin 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
2543-26-2 EDW.-E. DUCKWORTH.

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "Hartford Fire Insurance Company", of Hartford, Conn., authorizing it to transact throughout the Province of Quebec the business of inland and ocean marine, fire, inland transportation, cyclone or tornado, sprinkler leakage and insurance against loss or damage to automobiles by accident, burglary or theft, has, this day, been extended to include the business of hail and explosion insurance.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are: H.-A. Fromings, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R.S.Q., 1909, this twenty second day of June, 1918.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
EDW.-E. DUCKWORTH,
2544-26-2 Superintendent of Insurance.

Ministère de l'agriculture

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au ministère de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé aux exigences de l'article 1861 des Statuts refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par la présente, constituée en corporation.

Dans le comté de Brôme, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant :

"Cercle agricole de la paroisse de Saint-Cajetan-de-Mansonville".

Le ministre de l'agriculture,
JOS.-ED. CARON.
Québec, 4 juillet 1918. 2647

Department of Agriculture

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised statutes of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Brome, the undermentioned club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the parish of Saint-Cajetan-de-Mansonville".

JOS.-ED. CARON,
Minister of Agriculture.
Quebec, 4th July, 1918. 2648

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 423. Dame Slava Shulman, de la cité et du district de Montréal, épouse de Joseph-Pine Robstein, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Joseph-Pine Robstein, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 28 mai 1918.

Le procureur de la demanderesse,
LYON-W. JACOBS.
Montréal, 19 juin 1918. 2507-25-5

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 423. Dame Slava Shulman, of the city and district of Montreal, wife of Joseph-Pine Rotstein, farmer, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Joseph-Pine Rotstein, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the 28th day of May, 1918.

LYON-W. JACOBS,
Attorney for plaintiff.
Montreal, June 19th, 1918. 2508-25-2

Province de Québec, district de Montréal, No 3088. Cour supérieure. Dame Olivine Lizotte, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Constantin-Georges Alexopoulos, marchand, du même lieu, demanderesse ; vs le dit Constantin-Georges Alexopoulos, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 11 avril 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
LEBLANC, BROSSARD,
FOREST, LALANDE & COFFIN.
Montréal, 17 avril 1918. 2215-23-5

Province of Quebec, district of Montreal, No. 3088. Superior Court. Dame Olivine Lizotte, of the city and the district of Montreal, wife common as to the property of Constantin-Georges Alexopoulos, merchant, of the same place, plaintiff ; vs the said Constantin-Georges Alexopoulos, of the city and the district of Montreal, defendant.

An action in separation as to the property has been instituted in this cause, on the 11th day of April, 1918.

LEBLANC, BROSSARD,
FOREST, LALANDE & COFFIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 17th April, 1918. 2216-23-5

Province de Québec, Cour supérieure, No 641.
 Dame Victoria Bruneau, épouse commune en
 biens de Michel Bégin, journalier, du canton de
 Windsor, dit district, dûment autorisée à ester
 en justice aux fins des présentes, a, ce jour,
 institué une action en séparation de biens d'avec
 son époux.

Le procureur de la demanderesse,
 LIONEL FOREST.
 Sherbrooke, 17 juin 1918. 2449—25-5

Province of Quebec, Superior Court, No. 641.
 Dame Victoria Bruneau, wife common as to
 property of Michel Bégin, laborer, of the township
 of Windsor, said district, duly authorized to *ester*
in justice aux fins des présentes, has, this day,
 instituted an action in separation as to property
 against her said husband.

LIONEL FOREST,
 Attorney for plaintiff.
 Sherbrooke, 17th day of June, 1918. 2450—25-5

Province de Québec, district de Montréal.
 No 2344. Cour supérieure. Dame Elkie Leibovitch,
 de la cité et du district de Montréal, épouse
 de Sam Jonas, tailleur, du même lieu, et dûment
 autorisée à ester en justice, demanderesse; vs
 le dit Sam Jonas, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée
 en cette cause, le 20 mai 1918.

Le procureur de la demanderesse,
 LYON-W. JACOBS.
 Montréal, 6 juin 1918. 2299—24-5

Province of Quebec, district of Montreal, No.
 2344. Superior Court. Dame Elkie Leibovitch,
 of the city and district of Montreal, wife of
 Sam Jonas, tailor, of the same place, and duly
 authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the
 said Sam Jonas, defendant.

An action in separation as to property has been
 instituted in this cause, the 20th day of May,
 1918.

LYON-W. JACOBS,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 6th June, 1918. 2300—24-5

Avis divers

Avis public est par le présent donné qu'en
 conformité avec l'article 7295a des Statuts re-
 fondus de la province de Québec, 1909, avis est
 par le présent donné que la "Riordon Pulp &
 Paper Company, Limited", corporation ayant
 son siège social dans la cité de Montréal, se pro-
 pose de solliciter l'autorisation de construire
 un barrage sur la rivière Gordon, à Lumsden's
 Mills pour remplacer le barrage actuel, aussi un
 conduit, un réservoir, des régulateurs et une
 usine à force motrice sur les lots Nos 21-22, rang
 du lac Témiscamingue, dans le comté de Témis-
 camingue, parallèlement avec la dite rivière
 Gordon et le lac Témiscamingue.

Avis est aussi donné qu'une requête à cet effet,
 à laquelle sont annexés le plan et les spécifications
 de ces travaux indiquant le site choisi pour leur
 érection, ainsi que le terrain qui sera affecté par
 le recul des eaux, a été envoyée au ministre des
 terres et forêts, et qu'un double de ces plan
 et spécifications a été déposé au bureau d'enregis-
 trement du comté de Témiscamingue, à Ville-
 Marie, P. Q.

La demande que comporte la requête sera
 prise en considération à la date ou après la date
 qui suivra la première publication du présent avis,
 dans la *Gazette officielle de Québec*.

RIORDON PULP & PAPER COM-
 PANY, LIMITED,
 Par C.-B. THORNE,
 Gérant de l'Industrie.
 Montréal, 4 juin 1918. 2233—23-8

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given, in accordance
 with article 7295a of the Revised Statutes of the
 Province of Quebec, 1909, that the Riordon Pulp
 & Paper Company, Limited, a corporation having
 its head office in the city of Montreal, intends to
 apply for authorization to construct a dam on
 Gordon creek, at Lumsden's Mills replacing the
 existing dam, also conduit, forbay, penstocks
 and power house on lots Nos. 21-22, range lake
 Temiscamingue, in the county of Temiscamin-
 gue, running along or bordering upon the said
 Gordon creek and lake Temiscamingue.

Notice is also given that a petition to that
 effect, accompanied by a plan and specification
 of such work showing the site chosen for the
 construction thereof, and the land which will be
 affected by the backing up of the water, has been
 forwarded to the minister of Lands and Forests,
 and that a duplicate of such plan and specifica-
 tion has been deposited at the registry office for
 the county of Temiscamingue, at Ville-Marie, P.Q.

The application contained in the petition will
 be taken into consideration on or after the date
 following the last publication of this notice, in the
Quebec Official Gazette.

RIORDON PULP & PAPER COM-
 PANY, LIMITED,
 Per C.-B. THORNE,
 Manager of Manufacturing.
 Montreal, 4th June, 1918. 2234—23-8

Avis

La Compagnie Electrique D'Armagh.

Procès-verbal des délibérations d'une assem-
 blée spéciale des actionnaires de la Compagnie
 électrique d'Armagh, tenue à Saint-Gervais,
 au bureau du secrétaire-trésorier, M. Murdock
 McKenzie, le septième jour de juin 1918, à
 quatre heures et quart de l'après-midi, à laquelle
 sont présents : M. Joseph Leclerc, président,
 M. J.-N. Roy, vice-président, et MM. Maurice
 Rousseau et Murdock McKenzie; les trois

Notice

La Compagnie Electrique d'Armagh.

Extract from the minutes of a special meeting
 of the shareholders of the "Compagnie électrique
 d'Armagh", held at Saint Gervais, at the office of
 the secretary treasurer, Mr. Murdock McKenzie,
 on the seventh day of June, 1918, at a quarter
 past four o'clock in the afternoon, at which meet-
 ing were present : Mr. Joseph Leclerc, president,
 Mr. J.-N. Roy, vice-president, and Messrs
 Maurice Rousseau and Murdock McKenzie;

autres actionnaires : MM. Charles-Ed Gauvin, Dr. J.-O. St-Pierre et Alphonse-O. Beauchemin, étant absents, quoique dûment notifiés.

the three other shareholders : Messrs Charles-Ed Gauvin, Dr. J.-O. St-Pierre and Alphonse-O. Beauchemin, being absent, although duly notified.

RÈGLEMENT No 18.

Proposé par monsieur J.-N. Roy, appuyé par M. Maurice Rousseau.

ATTENDU que les directeurs de cette compagnie ont, ce jour, adopté le règlement suivant :

Attendu que par les lettres patentes constituant la présente compagnie en corps politique et corporation, le siège principal des affaires de la dite compagnie a été fixé en la cité de Québec ;

Attendu que pour la bonne administration des affaires de la dite compagnie, il importe que le siège d'affaires soit transporté en la ville de Montmagny ;

Attendu que par les dites lettres patentes, le nombre des directeurs de la compagnie a été fixé à sept ;

Attendu qu'il est dans l'intérêt des actionnaires que le nombre des directeurs soit réduit à trois ;

Qu'il soit ordonné et statué par règlement de cette compagnie, comme suit :

1. Le siège principal des affaires de la Compagnie électrique d'Armagh sera, à l'avenir, en la ville de Montmagny, et le bureau de la dite compagnie sera tenu rue Du Dépôt, au bureau de M. Maurice Rousseau ;

2. Que le nombre des directeurs de cette compagnie soit réduit à trois au lieu de sept, et que tous règlements incompatibles avec le présent règlement soient abrogés ;

3. Que le procureur de cette compagnie, M. Maurice Rousseau, soit autorisé à faire toutes les procédures pour faire ratifier et accepter les changements prévus par le présent règlement.

Adopté unanimement.

Que le dit règlement soit adopté, approuvé et ratifié par l'assemblée des actionnaires.

Adopté.

Le président,

JOSEPH LECLERC,

Le secrétaire-trésorier,

MURDOCK McKENZIE.

Vraie copie,

MURDOCK McKENZIE,

2583

Secrétaire-trésorier.

BY-LAW No. 18.

Moved by Mr. J.-N. Roy, seconded by Mr. Maurice Rousseau.

WHEREAS the directors of this company have, this day, adopted the following by-law :

Whereas in and by the letters patent incorporating the present company, the principal place of business of said company was fixed in the city of Quebec ;

Whereas for the proper administration of the business of said company, it is deemed expedient that the principal place of business be transferred to the town of Montmagny ;

Whereas by said letters patent, the number of directors of said company was fixed at seven ;

Whereas it is in the interest of the shareholders that the number of directors be reduced to three ;

Be it resolved and enacted by by-law of this company, as follows :

1. The principal place of business of the "Compagnie électrique d'Armagh" shall, henceforth, be in the town of Montmagny, and the office shall be situated on Du Dépôt street, at the office of Mr. Maurice Rousseau ;

2. That the number of directors of this company be reduced from seven to three and all by-laws coming in opposition with the present by-law be annulled ;

3. That the attorney of this company, Mr. Maurice Rousseau, be authorized to take all procedures for the ratifying and acceptance of the changes provided in the present by-law.

Adopted unanimously.

That the said by-law be adopted, approved and ratified by the meeting of the shareholders.

Adopted.

JOSEPH LECLERC,

President.

MURDOCK McKENZIE,

Secretary-treasurer.

A true copy,

MURDOCK McKENZIE,

Secretary-treasurer.

2584

Compagnies autorisées à faire des affaires

La compagnie "Eastern Mining and Milling Company, Ltd", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Henry-Noel Chauvin, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

Québec, 21 juin 1918.

2585

Companies authorized to do business

The company "Eastern Mining and Milling Company, Limited" has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of this Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Henry-Noel Chauvin, of Montreal.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 21st June, 1918.

2586

Avis est par le présent donné que la "Royal Exchange Assurance", de Londres, Angleterre, a été enregistrée pour transiger dans cette province les affaires d'une compagnie de fidéicommiss, du 1er juillet 1918 au 30 juin 1919.

Les nom et adresse de l'agent principal, pour la province, sont : Arthur Barry, immeuble "Royal Exchange", Montréal.

Donné en conformité de la loi 3 George V, chapitre 44, ce deuxième jour de juillet 1918.

L'assistant-trésorier de la province,
ALEXANDER HYDE.
Ministère du Trésor, Québec. 2601—27-2

Avis est par le présent donné que la "National Trust Company, Limited", de Toronto, Ontario, a été enregistrée pour transiger, dans cette province, les affaires d'une compagnie de fidéicommiss, du 1er juillet 1918 au 30 juin 1919.

Les nom et adresse de l'agent principal pour la province sont : John McDonald, 153 rue Saint-Jacques, Montréal.

Donné en conformité de la loi 3 George V, chapitre 44, ce deuxième jour de juillet 1918.

L'assistant-secrétaire de la province,
ALEXANDER HYDE.
Ministère du Trésor, Québec. 2603—27-2

Avis est par le présent donné que "Le crédit Général du Canada", de Montréal, a été enregistré pour transiger, dans cette province, les affaires d'une compagnie de fidéicommiss, du 1er juillet 1918 au 30 juin 1919.

Donné en conformité de la loi 3 George V, chapitre 44, ce deuxième jour de juillet 1918.

L'assistant-trésorier de la province,
ALEXANDER HYDE.
Département du trésor, Québec. 2605—27-2

Avis est par le présent donné que "The British Empire Trust Company, Limited", de Londres, Angleterre, a été enregistrée pour transiger, en cette province, les affaires d'une compagnie de fidéicommiss du 1er juillet 1918 au 30 juin 1919.

Les nom et adresse de l'agent principal, pour la province, sont : Thomas-S. Darling, 230 rue Saint-Jacques, Montréal.

Donné en conformité de la loi 3 George V, chapitre 44, ce deuxième jour de juillet 1918.

L'assistant trésorier de la province,
ALEXANDER HYDE.
Département du trésor, Québec. 2607—27-2

Avis est par le présent donné que la "Imperial Trust Company", de Montréal, a été enregistrée pour transiger, dans cette province, les affaires d'une compagnie de fidéicommiss, du 1er juillet 1918 au 30 juin 1919.

Donné en conformité de la loi 3 George V, chapitre 44, ce troisième jour de juillet 1918.

L'assistant-trésorier de la province,
ALEXANDER HYDE.
Département du trésor, Québec. 2643

Notice is hereby given that the "Royal Exchange Assurance", of London, England, has been registered to transact in this Province the business of a trust company, from the 1st day of July, 1918 to the 30th day of June, 1919.

The name and address of the chief agent for the Province are : Arthur Barry, Royal Exchange building, Montreal.

Given pursuant to the Act 3 George V, chapter 44, this second day of July, 1918.

ALEXANDER HYDE,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 2602—27-2

Notice is hereby given that the "National Trust Company, Limited" of Toronto, Ontario, has been registered to transact, in this Province, the business of a trust company, from the 1st day of July, 1918, to the 30th day of June, 1919.

The name and address of the chief agent for the Province are : John McDonald, 153 Saint James street, Montreal.

Given pursuant to the Act 3 George V, chapter 44, this second day of July, 1918.

ALEXANDER HYDE,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 2604—27-2

Notice is hereby given that "Le crédit général du Canada," of Montreal, has been registered to transact in this Province the business of a Trust company, from the 1st day of July, 1918, to the 30th June, 1919.

Given pursuant to the act 3 George V, chapter 44, this second day of July, 1918.

ALEXANDER HYDE,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 2606—27-2

Notice is hereby given that "The British Empire Trust Company, Limited" of London, England, has been registered to transact, in this Province, the business of a trust company from the 1st day of July, 1918, to the 30th day of June, 1919.

The name and address of the chief agent, for the Province, are Thomas-S. Darling, 230 Saint James street, Montreal.

Given pursuant to the act 3 George V, chapter 44, this second day of July, 1918.

ALEXANDER HYDE,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 2608—27-2

Notice is hereby given that "The Imperial Trust Company", of Montreal, has been registered to transact, in this province, the business of a trust company, from the 1st day of July, 1918, to the 30th June, 1919.

Given pursuant to the act 3 George V, chapter 44, this third day of July, 1918.

ALEXANDER HYDE,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 2644

ERRATUM

A la page 1346, de la Gazette Officielle du 29 juin 1918, au numéro 2569-70, au bas, lisez : Le sous-secrétaire de la province suppléant,

ALEXANDRE DESMEULES,
ainsi qu'à la page 1348, numéros 2571-72 au lieu de l'assistant-procureur-général-suppléant. 2591

ERRATUM

At the bottom of page 1346 of the Official Gazette of the 29th June, 1918, number 2569-70 and also on page 1348, numbers 2571-72, read:

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.
instead of Acting Deputy Attorney General. 2592

Examen—Examination

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens du 2 juillet 1918.—Examination 2nd July, 1918.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
1.—Ahern.....	Jonh-G.....	23	Montréal.
2.—Ballantyne.....	L.-H.....	25	Westmount.
3.—Bernstein.....	Ben.....	25	Montréal.
4.—Demers.....	Maurice-R.....	21	"
5.—Desaulniers.....	Jacques-L.....	25	"
6.—King.....	H.-H.....	26	Militaire, Windsor-Mills, P.Q.
7.—Lafontaine.....	J.-Eug.....	25	Montréal.
8.—Laurendeau.....	Aldéric.....	23	"
9.—Levine.....	Lyon.....	22	"
10.—Martineau.....	J.-C.....	23	Militaire, Montréal.
11.—Perreault.....	J.-F.....	27	St-Esprit, Co. de Montcalm.
12.—Phillips.....	Lazarus.....	22	Montréal.
13.—Plante.....	Léonce.....	29	Militaire, Montréal.
14.—Pontbriand.....	Philippe.....	25	Sorel.
15.—Rainville.....	H.-F.....	24	Montréal.
16.—Renaud.....	J.-R.....	25	"
17.—Robinson.....	Benjamin.....	25	"
18.—Rollit.....	Albert-E.....	38	"

Le secrétaire du barreau de Montréal,
GUSTAVE MORIN,
Secretary of the Bar of Montreal.
2471-2472

Montréal, 15 juin—15th June, 1918.

Faillite—Avis de

Notices of Bankruptcy

Province de Québec, cour supérieure, Saint-Hyacinthe. No 110. *In re*: Dame Adélina Larivière, veuve Eugène Lamarche et L.-Raoul Lamarche, tous deux de la cité de Saint-Hyacinthe, et y faisant affaires comme bijoutiers en société, au dit lieu de Saint-Hyacinthe, sous la raison sociale de "E. Lamarche", insolvable.

Avis est par les présentes donné que les dits insolvable ont fait, ce jour, cession judiciaire des biens de leur société et de leurs biens personnels pour le bénéfice de leurs créanciers, et que le sousigné a été nommé gardien provisoire à la dite cession.

Le gardien provisoire,
PIERRE-AUGUSTE LABADIE.

Les procureurs du dit gardien provisoire,
LUSSIER & FLYNN.

Saint-Hyacinthe, 26 juin 1918. 2589

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. *Re*: Buccino Salviati, agent, de Montréal, failli.

Avis est par les présentes donné que, par un jugement de la Cour supérieure, en date du 3 juillet 1918, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit failli.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains dans les 30 jours du présent avis.

Le curateur,
PAUL-L. TURGEON.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55 rue Saint-François-Xavier, Montréal. 2615

Province of Quebec, Superior Court, Saint-Hyacinthe, No. 110. *In re*: Dame Adélina Larivière, widow of Eugène Lamarche and L.-Raoul Lamarche, both of the city of Saint-Hyacinthe, and carrying on business as jewelers in partnership, at the said place of Saint-Hyacinthe, under the firm name of "E. Lamarche", insolvents.

Notice is hereby given that the above insolvents have, this day, made a judicial assignment of their business and personal property for the benefit of their creditors, and that the undersigned was appointed provisional guardian to said estate.

PIERRE-AUGUSTE LABADIE,
Provisional guardian.

LUSSIER & FLYNN,
Attorneys for said provisional guardian.

Saint-Hyacinthe, 26th June, 1918. 2590

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *Re*: Buccino Salviati, agent, of Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that, by a judgment of the Superior Court, dated the 3rd July, 1918, I have been appointed curator to the above named estate.

Sworn claims must be filed with me within 30 days of present notice.

PAUL-L. TURGEON,
Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55 Saint-François-Xavier, Montréal, 2616

Cour supérieure. Montréal. No 106.
Roderick MacLeay, "Canadian Engineering
and Manufacturing Co. Reg'd", a, ce jour, fait
cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien
provisoire.

CARL-W. VOLLMAN.

Montréal, 25 juin 1918.

2579

Province de Québec, district de Montréal,
Cour supérieure, No 112. *Re*: A. Klein, 874 rue
Notre-Dame-Ouest, 843 rue Saint-Laurent,
Montréal, failli.

Avis est par le présent donné que, le 25 juin
1918, par ordre de la Cour supérieure, les soussi-
gnés ont été nommés curateurs conjoints aux
biens dudit failli, qui en a fait cession judiciaire au
bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être
produites à nos bureaux sous trente jours du pré-
sent avis.

Les curateurs conjoints,
W.-G. FINLAYSON,
GEO. GARDINER,

Montréal, le 25 juin 1918.

2611

Province de Québec, district de Montréal,
Cour supérieure. *In re*: Frank Robert, failli.

Avis est par les présentes donné que le susdit
feilli a ce jour, fait un abandon judiciaire de ses
biens au bureau du protonotaire de cette cour,
pour le bénéfice de ses créanciers.

Le sub-gardien provisoire,

ALEXANDRE DESMARTEAU.

Montréal, 2 juillet 1918.

2613

Province de Québec, district de Gaspé, Cour
supérieure. *In re*: H.-M. Henderson, mar-
chand, Black Cape, insolvable.

Avis est par le présent donné que le 30ième
jour de mai 1918, par un ordre de la Cour, j'ai
été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
cette succession sont requises de les produire
devant moi dans les trente jours de cette date.

Le curateur,

J.-P.-E. GAGNON.

2617

District de Québec. Dans l'affaire de L.-E.
Labrecque, enrg., marchand, Québec, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier
et dernier bordereau de dividende a été préparé
en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au
19 juillet courant.

Ce dividende sera payable à notre bureau, le
ou après le 20 juillet 1918.

Les curateurs conjoints,

BEDARD & BELANGER.

Bureau : 101 rue Saint-Pierre.

Québec, 2 juillet 1918.

2619

Superior Court. Montreal. No. 106.

Roderick MacLeay, "Canadian Engineering
and Manufacturing Co. Reg'd", has, this day,
made an abandonment of his property, and I have
been appointed provisional guardian.

CARL-W. VOLLMAN.

Montreal, 25th June, 1918.

2580

Province of Quebec, district of Montreal,
Superior Court, No. 112. *Re*: A. Klein, 874
Notre-Dame street West, 843 Saint Lawrence
street, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 25th day
of June, 1918, by an order of the Superior Court,
the undersigned were appointed joint curators
to the property of the said insolvent, who made
a judicial abandonment of his property for the
benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with us within
thirty days from this notice.

W.-G. FINLAYSON,
GEO. GARDINER,

Joint curators.

Montreal, 25th June, 1918.

2612

Province of Quebec, district of Montreal,
Superior Court. *In re*: Frank Robert, insol-
vent.

Notice is hereby given that the aforesaid insol-
vent has, this day, made a judicial assignment
of his property for the benefit of his creditors.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Sub. provisional guardian.

Montreal, 2nd July, 1918.

2614

Province of Quebec, district of Gaspé, Superior
Court. *In re*: H.-M. Henderson, merchant,
Black Cape, insolvent.

Notice is hereby given that on the 30th of
May, 1918, by an order of the Court, I have been
appointed curator to the above estate.

All persons having claims against this estate
are requested to file them with me within thirty
days from this date.

J.-P.-E. GAGNON,

Curator.

2618

District of Quebec. In the matter of L.-E.
Labrecque, reg'd., merchant, Quebec, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final
dividend sheet has been prepared in this matter
and will be open to objection until 19th July,
1918.

This dividend will be payable at our office, on
or after the 20th of July, 1918.

BEDARD & BELANGER,

Joint curators.

Office : 101 Saint-Peter street,

Quebec, 2nd July, 1918.

2620

Liquidation—Avis de

In re: "La Compagnie d'arboriculture, limi-
tée".

Par résolution passée par les actionnaires de la
compagnie à une assemblée générale tenue le
cinq mai dernier 1918, la liquidation de la
compagnie a été décrétée, et MM. Borromée
Guérin et Henri Roy ont été nommés liquidateurs.

La Compagnie d'arboriculture limitée,

2641

Par HENRI ROY.

Winding up Notice

In re: "La Compagnie d'arboriculture, limi-
tée".

By resolution of the shareholders of the com-
pany passed at a general meeting held on the 5th
May last, 1918, it was resolved to wind up the
affairs of said company, and Messrs Borromée
Guérin and Henri Roy were appointed liquid-
ators.

"La Compagnie d'arboriculture limitée,

2642

Per HENRI ROY.

Minutes de notaire—Transfert de

Notarial minutes transferred

Québec, 25 juin 1918.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Paul LaBadie, notaire public, pratiquant et demeurant en la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoires et index de Joseph-Augustin LaBadie, Joseph-Evariste-Odilon LaBadie et Adolphe LaBadie, en leur vivant, notaires, pratiquant aussi en la dite cité de Montréal.

2531—26-5

Quebec, 25th June, 1918.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Paul LaBadie, notary public, practising and residing in the city of Montreal, for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of Joseph-Augustin LaBadie, Joseph-Evariste-Odilon LaBadie and Adolphe LaBadie, in their lifetime, notaries, practising also in said city of Montreal.

2532—26-5

Ordre de la cour

Order of the Court

Canada, province de Québec, district de Saint-François. Dans la Cour supérieure. No 903. Le vingtième jour de juin 1918.

PRÉSENT : Sa Seigneurie M. le juge Globensky. A.-H. Cummings & Son, Limited, corporation légale ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, demanderesse; vs Joseph-Albert Bilodeau, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, télégraphiste, faisant affaires à Sherbrooke, dans le district de Saint-François, comme entrepreneur et constructeur sous la raison sociale de "A.-O. Bilodeau & Cie". Le dit Joseph-Albert Bilodeau, maintenant de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, défendeur; et les syndies de la paroisse du Très-Saint-Enfant-Jésus-d'Ely, corporation légale ayant sa principale place d'affaires en la paroisse du Très-Saint-Enfant-Jésus-d'Ely, district de Bedford, tiers-saisis.

Il est ordonné aux créanciers du dit défendeur de produire les réclamations qu'ils ont contre lui, au greffe du protonotaire de cette Cour, en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, sous quinze jours de la date de la première insertion de la présente ordonnance dans la *Gazette Officielle*.

Les P. C. S.,

LEONARD & BACHAND.

Le procureur de la demanderesse,

2525

W.-L. SHURTLEFF.

Canada, Province of Quebec, district of Saint-François. In the superior Court. No. 903.

The twentieth day of June, 1918.

PRESENT: His Lordship Mr. Justice Globensky, A.-H. Cummings & Son, Limited, a body corporate and politic, having its head office and principal place of business in the town of Coaticook, in the district of Saint-François, plaintiff; vs Joseph-Albert Bilodeau, of the city of Montreal, in the district of Montreal, telegraph operator, doing business at Sherbrooke, in the district of Saint-François, as contractor and builder, under the firm name of "A.-O. Bilodeau & Co". The said Joseph-Albert Bilodeau, being now of the city of Sherbrooke, in the district of Saint-François, defendant; and the trustees of the parish of Très-Saint-Enfant-Jésus d'Ely, body politic and corporate having their chief place of business in the parish of Très-Saint-Enfant-Jésus-d'Ely, district of Bedford, garnishees.

It is ordered that the creditors of said defendant do file their claims against him, in the office of the prothonotary of this Court, at the city of Sherbrooke, in the district of Saint-François, within fifteen days from the date of the first insertion in the *Official Gazette* of the present order.

LEONARD & BACHAND,

P.S.C.

W.-L. SHURTLEFF,

Attorney for plaintiff.

2526

Ratification de titre

Confirmation of title

Canada, province de Québec, district de Québec, No 3071. Cour supérieure. Dans l'affaire de: La Cie de Sainte-Foy ltée, en liquidation, et J.-Siméon Matte, liquidateur permanent.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au bureau du liquidateur de la dite compagnie en liquidation, 88 rue Saint-Pierre, Québec:

1. Un certain acte de vente passé devant L.-Cyrius Jacques, notaire public, le 12e jour de juin, 1918, sous le numéro 3886 des minutes du dit notaire de la part de la Cie de Ste-Foy ltée, en liquidation, à l'hon. S.-Napoléon Parent, dans lequel acte de vente la propriété vendue porte les numéros suivants, à savoir:

Lots numéros, partie du lot 268, partie du lot 269, partie de 273, partie de 349, partie de 347, partie de 358, 267, 262; 1, 4, 9, 10, 12, 16, 17, 19, 20, 22, 23, 24, 26 à 166, subdiv. de 278; partie

Canada, province of Quebec, district of Quebec. No. 3071. Superior Court. In the matter of: La Cie de Ste-Foy, Ltée, in liquidation, and J.-Siméon Matte, permanent liquidator.

Notice is hereby given that there has been deposited at the office of the liquidator of the said company in liquidation, 88 Saint Peter street, Quebec:

1. A certain deed of sale passed before L.-Cyrius Jacques, notary public, on the twelfth day of June, 1918, and numbered 3886 of the minutes of said notary, from La Cie de Ste-Foy, Ltée, in liquidation, to Hon. S.-Napoléon Parent, in which deed of sale, the property sold is known under the following numbers:

Lots numbers, part of lot 268; part of lot 269; part of lot 273; part of lot 349; part of lot 347; part of lot 358; 267; 272; 1, 4, 9, 10, 12, 16, 17, 19, 20, 22, 23, 24, 26 to 166; subdiv. of 278; part

de 278; 1, 2, 3, 4, 6 à 16 subdiv. de 279; 1 à 115, subdiv. de 279a; balance de 279a; 1 à 177, subdiv. de 280; balance de 280; 277, partie s.-e. de 214; 275; 276, partie s.-o. de 214; partie de 353; des plan et livre de renvoi du cadastre pour la paroisse de Ste-Foy ;

2. Un certain acte de vente passé devant H.-Octave Roy, notaire public, le treizième jour de juin 1918, sous le numéro 8102 des minutes du dit notaire, de la part de la Cie de Ste-Foy, ltée en liquidation, à Dame Alice Routhier, dans lequel acte de vente la propriété vendue porte le numéro (221) deux cent vingt et un des plan et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Ste-Foy.

Et de plus prenez avis, que les certificats du registrateur sur la dite propriété immobilière ont aussi été déposés chez le dit liquidateur, à son bureau, à Québec.

Que la propriété immobilière ci-haut désignée a été possédée et détenue depuis plus de trois ans par la Cie de Ste-Foy, ltée.

Que les dits actes de vente et certificats du registrateur ont été ainsi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants S.R.P.Q., 1909, et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions des dits articles, et afin de donner à la dite vente l'effet d'une vente par le shérif.

Daté à Québec, dans la province de Québec, le 13ème jour de juin 1918.

Le liquidateur,
J.-S. MATTE.

Matte & Matte,
Comptables,
88 rue Saint-Pierre,
Québec.

2395—24-4

[La publication du 15 juin est nulle].

of 278; 1, 2, 3, 4, 6 to 16 subdiv. of 279; 1 to 115, subdiv. of 279a; balance of 279a; 1 to 177, subdiv. of 280; balance of 280; 277 and part of 214 s.-e.; 275; 276 and s.-w. part of 214; part of 353, of the plans and reference book of the cadastre for the parish of Ste-Foy ;

2. A certain deed of sale passed before H.-Octave Roy, notary public, on the thirteenth day of June, 1918, and numbered 8102 of the minutes of said notary, from La Cie de Ste-Foy, ltée, in liquidation, to Madame Alice Routhier, in which deed of sale the property is described as No. 221 of the plans and reference book of the cadastre for the parish of Ste-Foy.

And further take notice that the registrar certificates of search against the said immoveable properties, have also been deposited with the liquidator at his office in Quebec.

That this immoveable property above described has been owned and possessed by La Cie de Ste-Foy, ltée, for over three years.

That the said deeds of sale and Registrars certificate have been so deposited in pursuance of the provisions of articles 7552 and following of the R.S.P.Q., 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles, and for the purpose of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated in the city of Quebec, in the province of Quebec, this 13th day of June, 1918.

J.-S. MATTE.
Liquidator.

Matte & Matte,
Accountants,
88 Saint Peter street,
Quebec.

2396—24-4

[The publication of the 15th June is void].

Vente par Licitacion

Province de Québec, district de Montréal, No 2799. Cour supérieure. Dame Isabelle-Martha Lane *et vir*, demandeurs ; vs Dame Florence-Sarah Smith *et vir*, défendeurs.

Avis est par les présentes donné qu'en conformité du jugement de la Cour supérieure de ce district, en date du 2 février 1918, ordonnant la vente par licitation de la propriété ci-après décrite, savoir :

Un emplacement situé dans le quartier Saint-André, de la cité de Montréal, formant partie du lot connu et désigné sous le numéro mille six cent soixante et un, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, contenant cinquante pieds de largeur en front et en arrière par cent neuf pieds et neuf pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, borné comme suit : en front par la rue Sainte-Catherine, en arrière par une autre partie du même lot, appartenant à la corporation protestante des commissaires d'écoles, sur le côté sud-ouest par le lot officiel mille six cent cinquante-sept (1657), la propriété de Madame J.-N. Greenshields, et sur le côté nord-est par une autre partie du même lot officiel numéro mille six cent soixante et un (1661), appartenant à la succession de Madame Richard Holland, et par une ruelle en arrière de la partie du dit lot en dernier lieu mentionné et communiquant avec la rue Saint-Mathieu—avec la maison de brique dessus construite, avec en même temps le droit de se servir de la dite ruelle en commun avec d'autres ayant le même droit, telle que la dite propriété se trouve actuellement.

Icelle propriété sera mise à l'enchère et adjudgée

Sale by Licitacion

Province of Quebec, district of Montreal. No. 2799. Superior Court. Dame Isabella-Martha Lane *et vir*, plaintiffs ; vs Dame Florence-Sarah Smith *et vir*, defendants.

Notice is hereby given that in conformity with the judgment of this court, rendered on the 2nd day of February, 1918, ordering the sale by licitation of the following property, viz :

An emplacement in the Saint Andrews ward, of the city of Montreal, forming part of the lot known and designated as lot number sixteen hundred and sixty one, on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, containing fifty feet in width in front and in rear by one hundred and nine feet nine inches in depth, English measure, more or less, bounded as follows : in front by Saint Catherine street, in rear by another portion of the same lot, belonging to the protestant board of school commissioners, on the south west side by official lot number sixteen hundred and fifty seven (1657), the property of Mrs. J.-N. Greenshields, and on the north east side by another portion of the said official lot number sixteen hundred and sixty one (1661), belonging to the estate of Mrs. Richard Holland, and by a lane in rear of the last mentioned portion of said lot and communicating with Saint Mathew street—with the brick house thereon erected, together with the right to use the said lane in common with others having the right thereon, as the said immoveable property now exists.

The said property above described and design-

au plus offrant et dernier enchérisseur, à la séance de la Cour supérieure qui sera tenue le 3 de septembre prochain 1918, à la chambre 31, au palais de justice, en la cité de Montréal, à dix heures de l'avant-midi, aux conditions énoncées dans le cahier des charges, et en conséquence, les oppositions à la vente doivent être produites pas plus tard que douze jours avant la date ci-dessus mentionnée du 3 septembre 1918, et les oppositions à fin de conserver dans les six jours après l'adjudication, à peine de foreclosure.

Les procureurs des demandeurs,
ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT.
Montréal, 20 juin 1918. 2547-26-2

ated will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, at the sitting of the Superior Court of this district to be held on the third September next, 1918, in room 31, in the Court House, in the city and district of Montreal, at ten of the clock in the forenoon, subject to the conditions mentioned in the list of charges, and all oppositions to the sale must be filed at least twelve days before the day fixed for the sale, and all oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication, on pain of being foreclosed.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Attorneys for plaintiffs.
Montreal, 20th June, 1918. 2548-26-2

VENTES PAR LE SHÉRIF BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montmagny.

Beauce, à savoir :) MAURICE ROUSSEAU,
No 91.) demandeur ; contre
STANISLAUS-J. POINTON ET AL., défendeurs.

1. Tous les droits de mines, etc., à l'exception de l'or et de l'argent, existant sur les subdivisions treize "A" et treize "B" (13a et 13b) du lot numéro treize (13), dans le huitième rang de Broughton, suivant les plan et livre de renvoi officiels du comté de Beauce ;

2. Les lots numéros treize "C" et treize "D" (13c et 13d), subdivision dudit lot numéro treize (13), avec tous les droits de mines, etc., existant sur lesdits lots, à l'exception de l'or et de l'argent —avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, y compris les machines et outils qui s'y trouvent, sauf et excepté un terrain d'un arpent carré à prendre près du chemin public, le long de la terre de Etienne Grégoire, comme appartenant à Josaphat Dallaire, et aussi à l'exception d'un camp ou petite bâtisse et de l'outillage appartenant à J.-A. Jutras.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, le SIXIEME jour d'AOUT prochain (1918), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Bureau du shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 2 juillet 1918.
2595-27-2
[Première publication, 6 juillet 1918].

SHERIFF'S SALE BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.

Beauce, to wit :) MAURICE ROUSSEAU,
No. 91.) plaintiff ; against STA-
NISLAUS-J. POINTON ET AL., defendants.

1. All the mining rights, etc., with the exception of gold and silver, existing on the subdivisions thirteen "A" and thirteen "B" (13a and 13b) of lot number thirteen (13), in the eighth range of Broughton, according to the official plan and book of reference of the county of Beauce ;

2. The lots numbers thirteen "C" and thirteen "D" (13c and 13d), being subdivision of said lot number thirteen (13), with all the mining rights, etc., existing on said lots, with the exception of gold and silver—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, including the machinery and equipment thereon situated, save and except a piece of land of one square arpent to be deducted therefrom near the public road, along the farm of Etienne Grégoire, as belonging to Josaphat Dallaire, and save and except also a camp or small building and equipment belonging to J.-A. Jutras.

To be sold at the church door of the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus, on the SIXTH day of AUGUST next (1918), at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Sheriff's office.
Saint-Joseph, Beauce, 2nd July, 1918.
2596-27-2
[First publication, 6th July, 1918].

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec,) JOSEPH - A. - M.
District de Bedford.) BROSSEAU. de-
No 99.) mandeur ; contre les

meubles et effets, les terres et héritages des HERITIERS de feu Damase Brosseau, défendeurs.

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec,) JOSEPH - A. - M.
District of Bedford.) BROSSEAU, plain-
No. 99.) tiff ; against the goods

and chattels, lands and tenements of the HEIRS of the late Damase Brosseau, defendants.

Saisis en exécution comme appartenant aux dits défendeurs :

1. La moitié indivise du lopin de terre situé dans le canton Dunham, dans le district de Bedford, et maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham, sous le numéro cadastral cinq cent soixante-huit (568), mesurant cinquante-cinq acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations qui s'y trouvent ;

2. La moitié indivise du lopin de terre situé dans le canton de Dunham, dans le district de Bedford, et maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham sous le numéro cadastral cinq cent soixante-dix (570), mesurant vingt-six acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations qui s'y trouvent ;

3. Tous les droits réels sur le lot numéro cinq cent quarante-six (546) et la moitié de la partie est du lot numéro cinq cent soixante-douze (572), du dit canton de Dunham, comme appartenant aux défendeurs et constitués par l'acte de vente avec condition résolutoire ou bail conditionnel, passé devant P.-C. DuBoyce, notaire, par Isabella-Maria Montgomery en faveur de Damase Brosseau, le 26 mars 1911.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Croix-de-Dunham, au village de Dunham, district de Bedford, MERCREDI, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain 1918, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
C.-B. JAMESON.

Bureau du shérif.
Sweetsburg, 11 juin 1918. 2329—24-2
[Première publication, 15 juin 1918.]

Taken in execution as belonging to the said defendants:

1. The undivided half of that certain piece of land situated in the township of Dunham, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Dunham, as cadastral lot number five hundred and sixty eight (568), containing fifty five acres, more or less—with all improvements thereon ;

2. The undivided half of that certain piece of land situated in the township of Dunham, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Dunham, as cadastral lot number five hundred and seventy (570), containing twenty six acres, more or less—with all improvements thereon ;

3. All the real rights in lot number five hundred and forty six (546) and one half of the east part of lot number five hundred and seventy two (572), of the said township of Dunham, as belonging to defendants and created in virtue of a deed of sale with resolatory condition or conditional lease, before P.-C. DuBoyce, notary, by Isabella-Maria Montgomery to Damase Brosseau, on 26th March, 1911.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Croix-de-Dunham, at the village of Dunham, district of Bedford, on WEDNESDAY, the SEVENTEENTH day of JULY, next, (1918), at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

C.-B. JAMESON,
Sheriff.

Sheriff's office.
Sweetsburg, 11th June, 1918. 2330—24-2
[First publication, 15th June, 1918.]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS

Court de circuit.—District de Gaspé.

New-Carlisle, à savoir :

No 383. } DAME MARIE-ALBINE RICHARD, épouse séparée de biens de Joseph-Elisée Roy, tous deux de New-Carlisle, comté de Bonaventure, district de Gaspé, et faisant affaires sous le nom de New-Carlisle Bottling Works, et le dit J.-E. Roy, pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes, demanderesse ; contre DENIS DONOGHUE, de Percé, comté de Gaspé, et district de Gaspé, défendeur.

La moitié indivise d'un certain lot de terre situé dans le deuxième rang du canton Percé, dans le comté de Gaspé, étant le lot connu et désigné sous le numéro six cent trente-sept, (No 637), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Percé — avec une maison et une grange dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue au bureau du shérif, dans la municipalité de Percé, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, 1918, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JAS.-T. TUZO.

Bureau du shérif.
2333—24-2
[Première publication, 15 juin 1918.]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Gaspé.

New-Carlisle, to wit :

No. 383. } DAME MARIE-ALBINE RICHARD, wife separated as to property of Joseph-Elisée Roy, both of New-Carlisle, county of Bonaventure, district of Gaspé, and doing business under the name of New-Carlisle Bottling Works, and the said J.-E. Roy to authorize and assist his said wife to the end of these presents, plaintiff ; against DENIS DONOGHUE, of Percé, county of Gaspé, district of Gaspé, defendant.

The undivided half of a certain lot of land situate in the second range of the township of Percé, in the county of Gaspé, being the lot known and designated under the number six hundred and thirty seven (No. 637), of the official plan and book of reference of the said township of Percé—with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the sheriff's office, in the municipality of Percé, on the SEVENTEENTH day of JULY next, 1918, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JAS.-T. TUZO,
Sheriff.

Sheriff's office.
2334—24-2
[First publication, 15th June, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de circuit.—District of Gaspé.*New-Carlisle, à savoir : } **ROBIN, JONES & No 1134. } WHITMAN,**

LIMITEE, une corporation, corps politique et incorporé, ayant son principal établissement et place d'affaires en la cité de Halifax et province de Nouvelle-Ecosse, et ayant aussi un bureau et place d'affaires à Paspébiac, comté de Bonaventure, district de Gaspé, demanderesse ; contre **EDOUARD RIFFON**, cultivateur, du Petit-Cap, comté et district de Gaspé, défendeur.

Une propriété sise et située au Petit-Cap, dans le comté de Gaspé—avec une maison, grange et autres améliorations dessus construites, étant la propriété connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Fox, dans le comté de Gaspé, sous le numéro trois cent soixante-douze No 372 du premier rang ouest dudit canton de Fox, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la Rivière-au-Renard, dans ledit comté de Gaspé, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain 1918, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

JAS.-T. TUZO.

Bureau du shérif.

Percé, 4 juillet 1918.

2657—27-2

[Première publication, 6 juillet 1918].

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District d'Iberville.*Saint-Jean, à savoir : } **IN RE : JOSEPH DA- No 33. } VIGNON**, maître de

pension, de la ville d'Iberville, dit district, failli ; et **G. GUILLET**, notaire public, du même lieu, curateur.

Comme délaissé en justice par ledit failli :

1. Un lopin de terre, en bois, situé dans la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, à prendre et détaché de la juste moitié nord du lot No 24, du cadastre officiel de cette même paroisse, contenant un arpent et demi de largeur sur huit (8) arpents de profondeur, plus ou moins ; borné à l'ouest par le trait carré des terres du rang de la savanne, en la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours-du-Richelieu, d'un côté au nord par le lot No 23, de l'autre côté au sud par la moitié sud du même lot No 24, et à l'est par huit (8) arpents de longueur de la moitié nord dudit lot No 24 ;

2. Un emplacement situé dans la ville d'Iberville, connu sous la moitié sud du lot No 71, du cadastre officiel de la ville d'Iberville—avec les bâtisses y érigées, et contenant cent huit (108) pieds de largeur sur soixante-quatorze (74) pieds de profondeur, le tout plus ou moins, et le quart nord-est dudit lot numéro soixante-et-onze (71), contenant cinquante-quatre pieds de largeur sur soixante et quatorze pieds de profondeur, le tout plus ou moins ; borné comme suit : à l'est par le No 70, au nord par le No 69, à l'ouest et au sud par le reste dudit No 71—avec bâtisse.

Pour être vendu le terrain ou lopin de terre en premier lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, district d'Iberville, le SIXIEME jour d'AOUT prochain (1918), à DIX heures de l'avant-midi ;

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Gaspé.*New-Carlisle, to wit : } **ROBIN, JONES & No 1134. } WHITMAN, LI-**

MITED, a body politic and corporate, having its chief place of business and head office in the city of Halifax and Province of Nova Scotia, and also a place of business at Paspébiac, county of Bonaventure, district of Gaspé, plaintiff ; against **EDOUARD RIFFON**, farmer, of Petit-Cap, county and district of Gaspé, defendant.

That certain property lying and situate at Petit-Cap, in the county of Gaspé—with a house, barn and other improvements thereon erected, and made being that property known and designated on the official plan and book of reference of Fox township, in the county of Gaspé, under the number three hundred and seventy two (No. 372) of the first west range of said Fox township, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Rivière-au-Renard, in said county of Gaspé, on the TWENTY SECOND day of AUGUST next, 1918, at THREE o'clock in the afternoon.

JAS.-T. TUZO,

Sheriff.

Sheriff's office.

Percé, 4th July, 1918.

2658—27-2

[First publication, 6th July, 1918].

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Iberville.*Saint John's, to wit : } **IN RE : JOSEPH DA- No 33. } VIGNON**, boarding

house-keeper, of the town of Iberville, said district, insolvent ; and **G. GUILLET**, notary public, of the same place, curator.

As surrendered in justice by the said insolvent :

1. A parcel of wooded land situate in the parish of Saint-Grégoire-le-Grand, to be taken and detached from the exact north half of the lot No. 24, of the official cadastre of the same parish, containing one arpent and a half in width by eight (8) arpents in depth, more or less ; bounded on the west by the division line of the lands of the savanne range, in the parish of Notre-Dame-de-Bonsecours-du-Richelieu, on one side to the north by the lot No. 23, on the other side to the south by the south half of the same lot No. 24, and on the east by eight (8) arpents in length of the north half of the said lot No. 24 ;

2. An emplacement situate in the town of Iberville, known under the south half of the lot No. 71, of the official cadastre of the town of Iberville—with the buildings erected thereon, and containing one hundred and eight (108) feet in width by seventy four (74) feet in depth, all more or less, and the northeast quarter of the said lot number seventy one (71), containing fifty four feet in width by seventy four feet in depth, all more or less ; bounded as follows : on the east by the No. 70, on the north by the No. 69, on the west and south by the remainder of the said No. 71—with building.

To be sold the lot or parcel of land firstly described, at the parochial church door of the parish of Saint-Grégoire-le-Grand, district of Iberville, on the SIXTH day of AUGUST next (1918), at TEN o'clock in the forenoon ; and the

et l'autre terrain ou emplacement en second lieu décrit, pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Athanase, dit district d'Iberville, ledit SIXIEME jour d'AOUT prochain (1918), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

ARTHUR LASNIER.

Bureau du shérif.

Saint-Jean, 3 juillet 1918. 2635—27-2
[Première publication, 6 juillet 1918.]

other lot or emplacement secondly described, to be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Athanase, said district of Iberville, on the said SIXTH day of AUGUST next (1918), at ONE o'clock in the afternoon.

ARTHUR LASNIER,

Sheriff.

Sheriff's office.

Saint-John's, 3rd July, 1918. 2636—27-2
[First publication, 6th July, 1918.]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } JOHN.-C. KAINÉ ET
No 6314. } MARK.-H. KAINÉ,
industriels, tous deux de la cité de Québec, et faisant affaires comme marchands de bois dans les cité et district de Québec, sous les nom et raison sociale de "J.-C. Kainé & Son", demandeurs ; contre PHILIPPE GAGNE, de l'endroit appelé "Sully", district de Kamouraska, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

Tous les droits immobiliers et autres qu'a et peut avoir le dit défendeur Philippe Gagné, ainsi que toutes les améliorations faites par ce dernier sur les lots de terre connus et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata, pour le canton Escourt, sous le numéro trente (No 30), rang trois, et la (1/2) demie nord-est du lot trente-et-un (No 31), rang trois, du dit canton, contenant environ cinquante acres et demi ; bornée au nord par la ligne trente, au sud par la ligne trente-deux, à l'est par le fronteau trois et quatre, à l'ouest à Jean Asselin—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-David-Escourt, comté de Témiscouata, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain 1918, à UNE heure de l'après midi.

Le shérif,

J.-O. GIRARD.

Bureau du shérif.

Fraserville, 11 juin 1918. 2331—24-2
[Première publication, 15 juin 1918.]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—Québec.

Montmagny, à savoir : } DAME EVA CADIN,
No 1536. } épouse séparée
de biens par contrat de mariage de Louis-Napoléon Petit, de Québec, commerçant, et ledit Louis-Napoléon Petit aux fins d'autoriser sadite épouse, demanderesse ; contre AURELE BLAIS, de Berthier, journalier, défendeur, à savoir :

Un terrain ou emplacement contenant cent pieds (100) de front sur cent pieds (100) de profondeur, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent treize (113), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Berthier, comté Montmagny ; borné au nord au chemin public,

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } JOHN.-C. KAINÉ AND
No. 6314. } MARK.-H. KAINÉ,
industrials, both of the city of Québec, and carrying on business as lumber merchants in the city and district of Québec, under the firm name and style of J.-C. Kainé & Son" plaintiffs ; against PHILIPPE GAGNE, of the place called "Sully", district of Kamouraska, defendant.

As belonging to said defendant :

All the real and other rights which the said defendant, Philippe Gagné holds or may hold, together with all the improvements made by him on the lots of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Temiscouata, for the township of Escourt, under the numbers thirty (No. 30), third range, and the northeast half (1/2) of the lot thirty one (No. 31), third range, of said township, containing about fifty acres and a half ; bounded on the north by the line of lot thirty, on the south by the line of lot thirty two, on the east by the line between the third and fourth ranges, on the west by Jean Asselin—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-David-Escourt, county of Temiscouata, on the SEVENTEENTH day of JULY next, 1918, at ONE o'clock in the afternoon.

J.-O. GIRARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Fraserville, 11th June, 1918. 2332—24-2
[First publication, 15th June, 1918.]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—Quebec.

Montmagny, to wit : } DAME EVA CADIN,
No. 1536. } wife separated as
to property by marriage contract of Louis-Napoléon Petit, of Québec, trader, and the said Louis-Napoléon Petit for the purpose of authorizing the said Eva Cadin, plaintiff ; against Aurèle Blais, of Berthier, day laborer, defendant, to wit :

A piece of land or emplacement containing one hundred feet (100) in front by one hundred feet (100) in depth, known and designated as being a part of the lot number one hundred and thirteen (113), on the official plan and book of reference for the parish of Berthier, county of

au nord-est à John Lessard, au sud à Ulric Bilodeau, et au sud-ouest à Aristide Buteau—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Berthier, comté de Montmagny, le HUITIEME jour d'AOUT prochain, 1918, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

A. BERNATCHEZ.

Bureau du shérif.

Montmagny, 2 juillet 1918. 2593—27-2

[Première publication, 6 juillet 1918.]

[Deuxième publication, 20 juillet 1918.]

Montmagny; bounded on the north by the public road, on the north-east by John Lessard, on the south by Ulric Bilodeau, and on the south west by Aristide Buteau—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Berthier, county of Montmagny, on the EIGHTH day of AUGUST next, 1918, at TEN o'clock in the forenoon.

A. BERNATCHEZ,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montmagny, 2nd July, 1918. 2594—27-2

[First publication, 6th July, 1918.]

[Second publication, 20th July, 1918.]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA VILLE DE POINTE-CLAIRE, corporation

ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Pointe-Claire, district de Montréal, demanderesse; vs W.-H. HOLFORD, autrefois de la cité de Montréal, maintenant de lieux inconnus; et ARTHUR DE VIGNOBLES HIRE, de lieux inconnus, défendeurs.

Les lots situés dans la ville de Pointe-Claire, connus et désignés comme étant les lots de subdivision Nos 42-43-44-45-46-47 et 48 du lot officiel No 49, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-Claire, maintenant ville de Pointe-Claire, district de Montréal, ayant front sur la cinquième avenue.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 3 juillet 1918. 2625—27-2

[Première publication, 6 juillet 1918.]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE TOWN OF POINTE-CLAIRE, a body politic

having its chief place of business in the town of Pointe-Claire, district of Montreal, plaintiff; vs W.-H. HOLFORD, formerly of the city of Montreal, now of parts unknown; and ARTHUR DE VIGNOBLES HIRE, of parts unknown, defendants.

The lots situated in the town of Pointe-Claire, known and designated as subdivision lots Nos. 42-43-44-45-46-47 and 48 of official lot No. 49, on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-Claire, now town of Pointe-Claire, district of Montreal, fronting on the fifth avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 3rd July, 1918. 2626—27-2

[First publication, 6th July, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CHARLES ROBIN, demandeur; vs LA SOCIETE DU BOULEVARD PIE IX, LIMITEE,

corporation légalement constituée, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, défenderesse.

a. Les lots numéros cent treize et cent quatorze du lot numéro trois cent soixante-quatre (364-113-114), du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, ayant front sur la rue projetée portant le No 364-109, du cadastre de ladite paroisse en la ville Saint-Michel;

b. Les lots numéros 117 et 118 du lot No 364, du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, ayant front sur la rue projetée, portant le No 364-121 du même cadastre, dans ladite ville;

c. Les lots Nos 95, 96, 97, 98 et 99 du lot No 365, du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, ayant front sur la rue projetée, portant le No 365-103 du même cadastre, dans ladite ville;

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CHARLES ROBIN, plaintiff; vs LA SOCIETE DU BOULEVARD PIE IX, LIMITEE,

a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, defendant.

a. The lots numbers one hundred and thirteen and one hundred and fourteen of lot number three hundred and sixty four (364-113 and 114), of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, fronting on a projected street bearing No. 364-109, of the cadastre of said parish of town of Saint Michel;

b. The lots numbers 117 and 118 of the lot No 364, of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, fronting on a projected street, bearing No. 364-121 of same cadastre, in the aforesaid town;

c. The lots Nos 95, 96, 97, 98 and 99 of the lot No 365, of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, fronting on a projected street, bearing the No. 365-103 of same cadastre, in the aforesaid town;

d. Les lots Nos 83, 84, 85, 86 et 87 du lot No 366, du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, ayant front sur la rue projetée, portant le numéro 366-79, du même cadastre, dans ladite ville.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 3 juillet 1918.

2627—27-2

[Première publication, 6 juillet 1918].

d. The lots Nos. 83, 84, 85, 86 and 87 of lot No. 366, of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, fronting on a projected street, bearing No. 366-79 of same cadastre, in the aforesaid town.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 3rd July, 1918.

2628—27-2

[First publication, 6th July, 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : JAMES-J. WHELAN, en No 1467. religion appelé Timothée, de la communauté des Frères des écoles chrétiennes, de Toronto, et al, demandeurs ; vs JOSEPH-LOUIS HEBERT, défendeur.

Un immeuble sis et situé en la cité de Lachine, sur la rue Saint-Joseph, étant le numéro deux cent cinquante-sept (257), du cadastre de la ville de Lachine, de forme irrégulière ; borné en front par la rue Saint-Joseph, par derrière et du côté est par la compagnie du Grand Tronc, et du côté ouest par le numéro deux cent cinquante-six —avec une maison en briques et autres dépendances dessus construites.

Tel que le tout existe, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 3 juillet 1918.

2629—27-2

[Première publication, 6 juillet 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : JAMES-J. WHELAN, in No. 1467. religion called Timothée, of the order of the Christian Brothers, of Toronto, et al, plaintiffs ; vs JOSEPH-LOUIS HEBERT, defendant.

That certain immovable lying and situate in the city of Lachine, on Saint Joseph street, being the number two hundred and fifty seven (257), of the cadastre of the town of Lachine, of irregular outline ; bounded in front by Saint Joseph street, in rear and on the east side by the Grand Trunk Railway Co., and on the west side by the number two hundred and fifty six—with a brick house and other dependencies thereon erected.

As the whole exists, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal on the EIGHTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 3rd July, 1918.

2630—27-2

[First publication, 6th July, 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : LA CITE DE MONTREAL, corps incorporé de la cité de Montréal, demanderesse ; vs GEORGE TURBAGNE ALIAS TURBANE, de la cité de Montréal, défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur la rue Hutchison, de ladite cité, connu et désigné sous le numéro cent soixante-six (166) de la resubdivision de la subdivision officielle numéro trois (3) du lot originaire numéro six cent quarante-et-un (641-3-166), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, district de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Publications des 4 et 25 mai 1918, sont nulles.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 juin 1918.

2361—24-2

[Première publication, 15 juin 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : THE CITY OF MONTREAL, a corporate body of the city of Montreal, plaintiff ; vs GEORGE TURBAGNE ALIAS TURBANE, of the city of Montreal, defendant.

A lot of land being and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Hutchison street, of the said city, known and designated under the number one hundred and sixty six (166), of the resubdivision of the official subdivision number three (3), of the primitive lot number six hundred and forty one (641-3-166), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, district of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Publications of the 4th and 25th of May, 1918, are void.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th June, 1918.

2362—24-2

[First publication, 15th June, 1918].

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**AME ESTHER CAS-
No. 464. } GRAIN, de Québec,
épouse séparée de biens de Eudore Evanturel,
du même lieu, employé civil, et le dit Eudore
Evanturel partie aux présentes pour autoriser
sa dite épouse; contre OSIAS LAVIOLETTE,
de Québec, à savoir :

La subdivision No 449 (quatre cent quarante-neuf) du lot No 508 (cinq cent huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la troisième avenue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SIXIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 20 juin 1918. 2465—25-2
[Première publication, 22 juin 1918.]
[Deuxième publication, 6 juillet 1918.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **G**ABRIEL BELLEAU,
No 1742. } cultivateur, de Sainte-
Foye; contre DONAT MYRAND, de Sainte-
Foye.

1. La moitié sud-ouest du lot No 261 (deux cent soixante-et-un), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Foye, comté de Québec, étant une terre à bois située sur le chemin public—circonstances et dépendances ;

2. La partie sud-est du lot No 116 (cent seize), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Foye, comté de Québec, étant un emplacement situé sur le chemin public, mesurant 76 pieds de largeur sur 156 pieds de longueur—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Foye, comté de Québec, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 20 juin 1918. 2467—25-2
[Première publication, 22 juin 1918.]
[Deuxième publication, 6 juillet 1918.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **A**RSÈNE BABIN, de
No 1568. } Portneuf, dans le
comté de Portneuf, ingénieur civil; contre GUS-
TAVE DUMAS, de Québec, commis voyageur, en
sa qualité de curateur à sieur Ferdinand Bouré,
ancien hôtelier et maintenant rentier, interdit en
vertu d'un acte de curatelle de la Cour supérieure,
siégeant pour le district de Québec, en date du
9 juin 1917.

Le lot No 982 (neufcent quatre-vingt-deux), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté nord de la rue Saint-Joseph, mesurant 32 pieds de front sur 50 pieds de profondeur—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Avec tous les droits de mitoyenneté sur les lots bordant ladite propriété.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **D**AME ESTHER CAS-
No. 464. } GRAIN, of Quebec, wife
separate as to property of Eudore Evanturel, of
the same place, civil employee, and the said
Eudore Evanturel a party hereto to authorize
his said wife; against OSIAS LAVIOLETTE,
of Quebec, to wit :

The subdivision No. 449 (four hundred and forty nine) of lot No. 508 (five hundred and eight), of the official cadastre for the parish of Saint Roch-North, now Jacques-Cartier ward, of the city of Quebec, being an emplacement situated on third avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SIXTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 20th June, 1918. 2466—25-2
[First publication, 22nd June, 1918.]
[Second publication, 6th July, 1918.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **G**ABRIEL BELLEAU,
No. 1742. } farmer, of Sainte-Foye,
against DONAT MYRAND, of Sainte-Foye.

1. The southwest half of the lot No. 261 (two hundred and sixty one), on the official cadastre for the parish of Sainte-Foye, county of Quebec, being a wooded land situate on the public road—circumstances and dependencies ;

2. The southeast part of the lot No. 116 (one hundred and sixteen), of the official cadastre for the parish of Sainte-Foye, county of Quebec, being an emplacement situate on the public road, measuring 76 feet in width by 156 feet in length—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Foye, county of Quebec, on the TWENTY FIFTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 20th June, 1918. 2468—25-2
[First publication, 22nd June, 1918.]
[Second publication, 6th July, 1918.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **A**RSÈNE BABIN, of
No. 1568. } Portneuf, in the county
of Portneuf, civil engineer; against GUSTAVE
DUMAS, of Quebec, commercial traveller, in his
quality of curator to Sieur Ferdinand Bouré,
former hotelkeeper and presently annuitant,
interdicted under an act of curatorship of the
Superior Court, sitting for the district of Quebec,
dated the 9th of June, 1917.

The lot No. 982 (nine hundred and eighty two), of the official cadastre for Saint Roch's ward, in the city of Quebec, being an emplacement situate on the north side of Saint-Joseph street, measuring 32 feet in front by 50 feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies—with all the rights of mitoyenneté in the lots bordering the said property.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on

Québec, le VINGT-SIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Bureau du shérif.

Québec, 20 juin 1918.

2469—25-2

[Première publication, 22 juin 1918].

[Deuxième publication, 6 juillet 1918].

the TWENTY SIXTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 20th June, 1918.

2470—25-2

[First publication, 22nd June, 1918.]

[Second publication, 6th July, 1918].

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.

District de Rimouski, } **A** BRAHAM LEBO-
No 3878. } VITCH ET AL. VS

LOUIS YOCKELL, savoir :

1. Le droit à la faculté de réméré et autres droits du défendeur sur partie des lots numéros quatre cent cinquante-cinq, quatre cent cinquante-six, quatre cent soixante-dix, quatre cent quatre-vingts et quatre cent quatre-vingt-un, au cadastre officiel de la ville de Saint-Germain de Rimouski, étant un emplacement de 90 pieds de front sur 98 de profondeur, mesure anglaise; borné au nord à une rue, à l'est et au sud à Pierre Lavoie, à l'ouest à J.-B. Lepage, en vertu d'un acte de vente à réméré consenti par le défendeur à J.-E. Bélanger, Sacré-Cœur, devant L.-G. Belzile, N.P., le 27 mars et enregistré à Rimouski, le 6 avril 1918, sous le No 45665—avec bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances, à charge d'une rente foncière de \$12 par année payable à Pierre Lavoie ;

2. Partie des lots numéros 458, 459, 460 et 470, au cadastre officiel de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski, mesurant 90 pieds de front sur 270 de profondeur; borné en front à l'est à la rue Rouleau, au nord à une rue projetée, au sud et à l'ouest à Pierre Lavoie, le tout mesure anglaise—circonstances et dépendances, à charge d'une rente foncière et constituée de \$36 par année, payable semi-annuellement à Pierre Lavoie.

Pour être vendus au bureau du shérif, en la ville de Rimouski, le SEPT AOUT prochain 1918, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

CHS. D'ANJOU.

Bureau du shérif.

Rimouski, 4 juillet 1918.

2637—27-2

[Première publication, 6 juillet 1918].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski, } **O** CTAVE BELAN-
No 5739. } GER; vs ALBERT

RATTE, et ledit Albert Ratté saisissant pour frais, savoir :

Partie du lot numéro soixante-cinq, au cadastre officiel de la paroisse de l'Assomption-de-Notre-Dame, mesurant 75 pieds de front sur 146 de profondeur—avec les bâtisses sus construites, y compris boulangerie et accessoires d'icelle; bornée au nord au chemin, à l'est à Alf. Dupéré, au sud et à l'ouest à Jos. Abis.

Pour être vendue à la porte de l'église de Sandy Bay, le HUITIEME jour d'AOUT prochain 1918, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

CHS. D'ANJOU.

Bureau du shérif.

Rimouski, 4 juillet 1918.

2639—27-2

[Première publication, 6 juillet 1918].

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Rimouski, } **A** BRAHAM LEBO-
No. 3878. } VITCH ET AL. ;

vs LOUIS YOCKELL, to wit :

1. The preemption and other rights of the defendant on part of the lots numbers four hundred and fifty five, four hundred and fifty six, four hundred and seventy, four hundred and eighty and four hundred and eighty one, on the official cadastre of the town of Saint-Germain-de-Rimouski, being an emplacement of 90 feet in front by 98 in depth, English measurement; bounded on the north by a street, on the east and south by Pierre Lavoie, on the west by J.-B. Lepage, in virtue of a preemption deed of sale made by the defendant to J.-E. Bélanger, Sacré-Cœur, before L.-C. Belzile, N. P., on the 27th March, and registered at Rimouski, on the 6th April, 1918, under the No. 45665—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, subject to a ground rent of \$12 per annum payable to Pierre Lavoie ;

2. Part of the lots numbers 458, 459, 460 and 470, on the official cadastre of the town of Saint-Germain-de-Rimouski, measuring 90 feet in front by 270 in depth ; bounded in front to the east by Rouleau street, on the north by a projected street, on the south and west by Pierre Lavoie, all English measurement—circumstances and dependencies, subject to a constituted ground rent of \$36 per annum, payable semi-annually to Pierre Lavoie.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Rimouski, on the SEVENTH day of AUGUST next, 1918, at TEN o'clock in the forenoon.

CHAS. D'ANJOU,

Sheriff.

Sheriff's office.

Rimouski, 4th July, 1918.

2638—27-2

[First publication, 6th July, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } **O** CTAVE BELAN-
No. 5739. } GER; vs AL-

BERT RATTE, and the said Albert Ratté seizing for costs, to wit :

Part of the lot number sixty five, on the official cadastre of the parish of l'Assomption-de-Notre-Dame, measuring 75 feet in front by 146 in depth—with the buildings thereon erected, including bakery and its accessories ; bounded on the north by the road, on the east by Alf. Dupéré, on the south and west by Jos Abis.

To be sold at the church door of Sandy Bay, on the EIGHTH day of AUGUST next, 1918, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff.

Sheriff's office.

Rimouski, 4th July, 1918.

2640—27-2

[First publication, 6th July, 1918.]

SAGUENAY

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: } LOUIS-STANLEY
No 3400. } GAUTHIER, naviga-
teur, de Saint-Irénée, demandeur; vs FRAN-
ÇOIS ET THOMAS DESBIENS, de Saint-Paul-
de-Mille-Vaches, défendeurs.

1. Comme appartenant au défendeur François Desbiens: Un emplacement d'un demi-arpent carré situé en le quatrième rang du canton Iberville, et faisant partie du lot décrit aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du dit canton sous le numéro cinquante-deux A (52-A) du dit rang et borné le dit emplacement comme suit: au nord à Thomas Desbiens, à l'est à Elzéar Desbiens, au sud, au chemin public, à l'ouest à Thomas Desbiens—avec les bâtisses dessus construites.

2. Comme appartenant au défendeur Thomas Desbiens: Une terre d'environ vingt-huit arpents de profondeur sur deux arpents et sept perches de largeur, plus ou moins—la dite terre située dans le quatrième rang du canton Iberville et bornée comme suit: en front au fleuve Saint-Laurent, en arrière à Iberville Lumber Company, à l'est à Joseph Tremblay, à l'ouest à Ulysse Tremblay, et décrit aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du dit canton sous le numéro cinquante deux A (52-A) du dit rang—avec les bâtisses dessus construites.

A distraire de la dite terre:

A. L'emplacement en premier lieu décrit—avec bâtisses.

B. Un emplacement d'un demi-arpent carré—avec bâtisses possédés par Elz. Desbiens et borné comme suit: au nord à Thomas Desbiens, à l'est à Joseph Tremblay, au sud, au chemin public, à l'ouest à François Desbiens.

C.—Un emplacement d'un demi-arpent carré—avec bâtisses possédés par Devaux Hovington, et borné comme suit: au nord au chemin public, à l'est à Ulysse Tremblay, au nord à Thomas Desbiens, à l'ouest au même.

D. Un emplacement d'un demi arpent carré—avec bâtisses, possédés par Ulysse Tremblay et borné comme suit: au nord au chemin public, à l'est à Joseph Tremblay, au sud, à Thomas Desbiens, à l'ouest à Devaux Hovington.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul-de-Mille-Vaches, le DIX-NEUVIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

ELIE MALTAIS.

Bureau du shérif.

Malbaie, 12 juin 1918.

2381—24-2

[Première publication, 15 juin 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } LOUIS-STANLEY GAU-
No. 3400. } THIER, seaman, of
Saint-Irénée, plaintiff; vs FRANÇOIS AND
THOMAS DESBIENS, of Saint-Paul-de-Mille-
Vaches, defendants.

1. As belonging to the defendant François Desbiens: That certain emplacement of one half square arpent situate in the fourth range of Iberville township, and forming part of the lot described on the official cadastral plan and book of reference of said township under the number fifty two A (52-A) of said range and bounded, said emplacement, as follows: on the north by Thomas Desbiens, on the east by Elzéar Desbiens, on the south, by the public road and on the west by Thomas Desbiens—with the buildings thereon erected.

2. As belonging to the defendant Thomas Desbiens: That certain farm of about twenty eight arpents in depth by two arpents and seven perches in width, more or less, said farm being situated in the fourth range of Iberville township and bounded as follows: in front by the Saint Lawrence river, in rear by the Iberville Lumber Company, on the east by Joseph Tremblay, on the west by Ulysse Tremblay and designated on the official cadastral plan and book of reference of said township under the number fifty two A (52-A) of said range—with the buildings thereon erected.

To be deducted from said farm:

A. The emplacement firstly above described;

B. That emplacement of one half square arpent—with buildings thereon, owned by Elz. Desbiens and bounded as follows: on the north by Thomas Desbiens, on the east by Joseph Tremblay, on the south by the public road, on the west by François Desbiens.

C. That other emplacement of one half square arpent—with buildings thereon, owned by Devaux Hovington, and bounded as follows: on the north by the public road, on the east by Ulysse Tremblay, on the north by Thomas Desbiens, on the west by the same.

D. That other emplacement of one half square arpent—with the buildings thereon, owned by Ulysse Tremblay and bounded as follows: on the north by the public road, on the east, by Joseph Tremblay, on the south by Thomas Desbiens, on the west by Devaux Hovington.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Paul-de-Mille-Vaches, on the NINETEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff.

Sheriff's office.

Malbaie, 12th June, 1918.

2382—24-2

[First publication, 15th June, 1918.]

SAINT-FRANÇOIS

SAINT-FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de circuit.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } LACITE DE
No 620. } SHERBROOKE,
corporation ayant sa principale place d'affaires
en la cité de Sherbrooke, district de Saint-Fran-

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } THE CITY OF SHER-
No. 620. } BROOKE, corpora-
tion with its principal place of business in the city
of Sherbrooke, district of Saint Francis, plaintiff;

çois, demanderesse; vs ARTHUR-F. PLANT, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, Arthur-F. Plant :

Ce certain morceau de terre connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent cinq (205), sur les plan, cadastre et livre de renvoi officiels pour le quartier nord de la cité de Sherbrooke—avec circonstances et dépendances; le dit lot étant situé sur le côté est de la rue Ontario, en la dite cité de Sherbrooke.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, en la dite cité de Sherbrooke, dit district, le SIXIEME jour d'AOUT prochain 1918, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif.

HENRY AYLMEY.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 3 juillet 1918. 2623—27-2
[Première publication, 6 juillet 1918.]

vs ARTHUR-F. PLANT, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, Arthur-F. Plant :

The certain piece of land known and designated as being the lot number two hundred and five (205), on the official plan, cadastre and book of reference for the north ward of the city of Sherbrooke—with circumstances and dependencies; the said lot being situate on the east side of Ontario street, in the said city of Sherbrooke.

To be sold at my office, in the Court house of the city of Sherbrooke, said district, on the SIXTH day of AUGUST next, 1918, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 3rd July, 1918. 2624—27-2
[First publication, 6th July, 1918.]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } G EORGIANNA
No 46. } HEBERT ET VIR,
demandeurs; contre DAME ALPHONSINE
PERRAS, veuve de Honorius Beaudin, AMÉDÉE
BEAUDIN, G.-HENRI BEAUDIN et J-
EMILE BEAUDIN, faisant affaires ensemble
sous la raison sociale de "Beaudin Frères", défen-
deurs.

Une terre sise et située du côté nord du rang Papineau, en la paroisse de Saint-Paul-d'Abbotsford, connue et désignée sous le lot numéro deux cent cinquante-six (256), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul-d'Abbotsford, le SIXIEME jour d'AOUT prochain (1918), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

JOS.-L. CORMIER.

Bureau du shérif.

Saint-Hyacinthe, 26 juin 1918. 2581—27-2
[Première publication, 6 juillet 1918.]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Saint-Hyacinthe, to wit: } G EORGIANNA
No. 46. } HEBERT ET VIR,
plaintiffs; against DAME ALPHONSINE PER-
RAS, widow of Honorius Beaudin, AMEDEE
BEAUDIN, G.-HENRI BEAUDIN and J-
EMILE BEAUDIN, carrying on business to-
gether under the firm name of "Beaudin Frères",
defendants.

A land situate on the north side of Papineau range, in the parish of Saint-Paul-d'Abbotsford, known and designated under the lot number two hundred and fifty six (256), on the official plan and book of reference of the said parish—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Paul-d'Abbotsford, on the SIXTH day of AUGUST next (1918), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,

Sheriff.

Sheriff's office.

Saint-Hyacinthe, 26th June, 1918. 2582—27-2
[First publication, 6th July, 1918.]

TERREBONNE

PROCEDURE SOMMAIRE

Cour de circuit.

Canada, } L EON DUBOIS,
Province de Québec, } demandeur; vs
District de Terrebonne. } DAME LILLIAN
No. 299. } SHEPPARD, défen-
deresse.

Un lot de terre sis et situé au village de Saint-Eustache, dans le comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, connu et désigné sous le numéro cent soixante-deux, sur les plan et livre de renvoi officiels du dit village de Saint-Eustache—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du village de Saint-Eustache susdit, le SEP-

TERREBONNE

SUMMARY PROCEDURE.

Circuit Court.

Canada, } L EON DUBOIS,
Province of Quebec, } plaintiff; against
District of Terrebonne. } DAME LILLIAN
No. 299. } SHEPPARD, defend-
ant.

That certain lot of land lying and situate in the village of Saint-Eustache, in the county of Two-Mountains, district of Terrebonne, known and designated under the number one hundred and sixty two, on the official plan and book of reference of said village of Saint Eustache—with the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the village of Saint Eustache aforesaid, on the

TIEME jour d'AOUT 1918, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

J.-W. CYR.

Bureau du shérif.

Sainte-Scholastique, 3 juillet 1918.

2621—27-2

[Première publication, 6 juillet 1918.]

SEVENTH day of AUGUST, 1918, at THREE o'clock in the afternoon.

J.-W. CYR,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sainte Scholastique, 3rd July, 1918.

2622—27-2

[First publication, 6th July, 1918.]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } **CLAIR MASSI-**
No 582. } **COTTE ET AL,**
demandeurs; vs **PHILIPPE GOUIN**, père,
défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un terrain ou emplacement situé sur et au côté sud-est de la rue Richard, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné sous le numéro seize, au plan de la subdivision officielle du lot primitif numéro onze cent trente (1130-16) du cadastre d'enregistrement fait pour la cité des Trois-Rivières, contenant quarante-trois pieds de largeur par quatre-vingt-douze pieds de profondeur; le tout à mesure anglaise, avec en outre la juste moitié nord-ouest de la ruelle se trouvant à la profondeur du dit terrain ou emplacement, comprise entre les lignes latérales d'icelui—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 3 juillet 1918. 2631—27-2

[Première publication, 6 juillet 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } **ALPHONSE**
No 2849. } **CHAREST,**
demandeur; vs **MEDERIC FRECHETTE**,
défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un terrain ou emplacement situé au village Turcotte, en la paroisse de Saint-Georges-de-Champlain, connu et désigné comme étant le numéro soixante et quatre de la subdivision du numéro mille vingt-cinq (1025-64), du cadastre hypothécaire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel—avec maison y érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges-de-Champlain, dans le comté de Champlain, le SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 2 juillet 1918. 2633—27-2

[Première publication, 6 juillet 1918.]

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } **CLAIR MASSI-**
No 582. } **COTTE ET AL,**
plaintiffs; vs **PHILIPPE GOUIN**, senior, defend-
ant.

As belonging to said defendant, to wit:

That certain piece or lot of land situate on and to the south east side of Richard street, in the city of Three Rivers, known and designated under the number sixteen, on the official subdivision plan of the original lot number eleven hundred and thirty (1130-16) of the official cadastre of the city of Three Rivers, containing forty three feet in width by ninety two feet in depth, the whole English measure, together with the exact north west half of the lane enclosed within the lateral lines thereof—with the houses and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the court house, in the city of Three Rivers, on the SIXTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 3rd July, 1918. 2632—27-2

[First publication, 6th July, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } **ALPHONSE**
No 2849. } **CHAREST,**
plaintiff; vs **MEDERIC FRECHETTE**, defend-
ant.

As belonging to said defendant, to wit:

That certain lot of land or emplacement situate in the village of Turcotte, in the parish of Saint-Georges-de-Champlain, known and designated as being the number sixty four of the subdivision of the number one thousand and twenty five (1025-64), of the official cadastre of Notre-Dame-du-Mont-Carmel—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Georges-de-Champlain, in the county of Champlain, on the SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 2nd July, 1918. 2634—27-2

[First publication, 6th July, 1918.]

Lettres patentes

Letters patent

"Auditone Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de juin 1918, constituant en corporation M.M. John Macnaughton, avocat; James-Geary Cartwright, gérant de bureau; Aida Smardon Fibbs, Edith Marjorie Isgar et Winnifred Linton, sténographes, de Montréal; pour les fins suivantes:

Être marchands de "machines parlantes", instruments de musique, disques de gramophones, rouleaux, accessoires de musique, boîtes à disques, machines et sections de machines, meubles, jouets, articles de menuiserie de toutes sortes et autres objets de commerce semblables;

Manufacturer et vendre tous et aucun des articles dont la compagnie peut trafiquer;

Être agents, marchands à commission, courtiers ou représentants d'aucune personne, société ou corporation qui se livre à aucune affaire commerciale;

Faire affaires comme marchands généraux;

Exercer aucun autre commerce, de fabrication ou autre, que la corporation jugera propre à être convenablement exercé en même temps que le susdit ou susceptible d'accroître, directement ou indirectement, la valeur des biens et droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Acquérir par achat, bail ou autrement la totalité ou aucune partie des affaires, biens et obligations d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens appropriés à l'objet de la corporation;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir et vendre aucune patente, les brevets d'invention, marques de commerce, licences, concessions, dont l'acquisition semblera propre, directement ou indirectement, à profiter à la compagnie, et utiliser exercer, développer, accorder des permis à leur sujet, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Acquérir, louer, détenir, grever, vendre et transférer aucune propriété foncière ou personnelle, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaire ou convenable aux fins de son commerce, et particulièrement aucuns terrains, bâtiments, les commodités, machines, usines et fonds de commerce, aussi accepter des hypothèques, charges et liens sur propriété foncière ou personnelle ou aucunes valeurs quelconques, et portant intérêt, ou autrement, suivant que la compagnie le jugera convenable, de la part des acheteurs ou autres débiteurs de la compagnie, et vendre, céder ou autrement aliéner toutes ces valeurs ou aucune d'icelles;

Emettre des parts acquittées, des obligations, des débiteures ou d'autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, mobilière ou immobilière, des services, droits, baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, licences ou concessions que la présente compagnie peut légalement acquérir, aussi, en paiement total ou partiel, en échange d'actions, obligations, débiteures ou d'autres valeurs d'aucune autre compagnie exerçant un commerce semblable ou se rattachant au négoce de la présente corporation;

Payer aucune propriété, les droits ou choses acquises par ou pour la compagnie, les services

"Auditone Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th June, 1918, incorporating Messrs. John Macnaughton, advocate; James Geary Cartwright, office manager; Aida Smardon Gibbs, Edith Marjorie Isgar and Winnifred Linton, stenographers of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dealers in talking machines, musical instruments, gramophone records, music rolls, musical supplies, record cabinets, motors and parts, furniture, toys, wood-working specialties of all kinds and kindred articles of commerce;

To manufacture and sell any and all of the articles in which the company may deal;

To act as agents, commission merchants, brokers or representatives of any person, firm or corporation carrying on any commercial business;

To carry on business as general merchants;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire by purchase, lease or otherwise the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business, which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To apply for, purchase or otherwise acquire and sell any patent, brevets d'invention, trade-marks, licenses, concessions, the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired.

To acquire, lease, hold, mortgage, sell and convey any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock in trade, and to accept mortgages, charges and liens on real or personal property or any other securities whatsoever, and bearing interests or otherwise, as the company may see fit, from purchasers or from debtors of the company, and to sell, assign or otherwise dispose of all or any such securities;

To issue paid-up shares, bonds or debentures or other securities for the payment either in whole or in part, of any property real or personal, moveable or immoveable, services, rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession which this company may legally acquire, and, in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company;

To pay for any property, rights or things acquired by or for the company, and for services

rendus à la corporation, en actions libérées du fonds social corporatif, ou en obligations, débetures ou avec d'autres valeurs garanties par hypothèque ou autrement ;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelle, à raison du prix que la corporation jugera convenable, et spécialement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation ;

Faire toutes les choses précitées comme principaux, entrepreneurs, fidéicommissaires ou autrement, et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement, et soit seuls soit conjointement avec d'autres personnes ;

S'unir à aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation ;

Distribuer, par dividende ou autrement, aucuns biens de la compagnie, en espèces ou nature, aux membres et particulièrement des actions libérées, des débetures ou des actions-obligations d'aucune autre corporation ;

Acheter ou autrement acquérir, aux conditions et de la manière pourvues par les règlements périodiques de la corporation, aucunes actions du capital de la compagnie ;

Aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité ou restreint par référence à aucun autre paragraphe ou déduction d'icelui, sous le nom de "Auditone Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de juin 1918.

L'assistant-secrétaire de la province,
2649—27-2 C.-J. SIMARD.

rendered to the company, in paid-up shares of the capital stock of the company, or in bonds, debentures or other securities secured by mortgage or otherwise ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To do all of the above things, as principals, contractors, trustees or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others ;

To consolidate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company, in specie or kind, among the members and particularly paid up shares, debentures or debenture stock of any other company ;

To purchase or otherwise acquire, on such terms and in such manner as the regulations of the company from time to time provide, any shares in the company's capital ;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Auditone Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of June 1918.

C.-J. SIMARD,
2650—27-2 Assistant Provincial Secretary.

"St. Denis Amusement Company, Limited". "St. Denis Amusement Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1918, constituant en corporation MM. Arthur-Reginald-Whitney, Plimsoll, Reigner Brodeur, avocats ; Hector Langevin, René Bourdon, comptables et Jean-René Gauthier, étudiant-en-droit, de Montréal, pour les fins suivantes :

Etablir, acquérir, posséder, louer, construire exploiter des jardins d'amusements destinés à récréer et amuser le public, des théâtres, d'autres bâtisses et structures qui serviront comme tels ou qui pourraient être affectés à cela, aussi administrer, entretenir et gérer lesdits parcs, théâtres, les autres bâtisses et structures ; faire affaires comme propriétaires et gérants de théâtres, et spécialement faire produire, représenter et exécuter des opéras, drames, opérettes, comédies burlesques, vaudevilles, pantomines, pièces à sensation, concerts promenades et autres, d'autres pièces et œuvres dramatiques et musicales ; faire exhiber et exhiber des vues au cinématographe, au cinéscope et "biographe", ainsi que d'autres représentations de vues animées par tout procédé d'exhibition possible ; exercer le commerce de restaurateurs, impressaires, contrôleurs de billets, propriétaires de salles de concerts, éditeurs et relieurs d'œuvres dramatiques et musicales ; aussi construire, acquérir, posséder, louer et exploiter des bateaux et embarcations mûs à vapeur, à l'électricité ou par une autre

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of June, 1918, incorporating MM. Arthur-Reginald-Whitney Plimsoll, Reigner Brodeur, advocates ; Hector Langevin, René Bourdon, accountants and Jean-René Gauthier, student at law, of Montreal, for the following purposes :

To establish, acquire, own, lease, construct, operate amusement parks designed for the recreation and amusement of the public, theatres and other buildings and works to be used as such or which may be used in connection therewith and to manage, maintain and carry on the said parks, theatres and other buildings and works ; to carry on the business of theatre proprietor and managers and in particular to provide for the production, representation and performance of operas, stage plays, operettas, burlesques, vaudevilles, pantomines, spectacular pieces, promenade and other concerts, and other musical and dramatic performances and entertainments ; to provide for the production of and to produce kinematograph, kinetoscopic and biograph exhibitions, and other exhibitions of moving pictures by whatsoever device the same may be exhibited ; to carry on the business of restaurant keepers, theatrical agents, box-office keepers, concert room proprietors, dramatic and musical publishers and printers ; and to construct, acquire, own, lease, and operate boats and launches propelled

force motrice ainsi que toutes sortes de plans récréatifs et d'amusements :

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux fins de la compagnie, et particulièrement, sans restriction aux pouvoirs ci-haut, assumer et acquérir, à titre de firme en activité, l'entreprise et l'actif de la " St-Denis Amusement Company " ;

S'unir à aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation ;

Souscrire, ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les fins sont totalement ou partiellement analogues à celles de la compagnie, ou qui exerce aucun commerce susceptible d'être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

Conclure aucuns arrangements avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront appropriés aux objets de la compagnie, ou à aucun d'iceux, et obtenir d'aucun tel pouvoir aucuns droits, privilèges et les concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter ces arrangements, exercer et se conformer à ces droits, privilèges et concessions ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété, aucuns droits ou privilèges que la corporation croira nécessaire ou convenable à ses objets commerciaux ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, mandats et d'autres instruments négociables ou transférables ;

Vendre ou aliéner l'entreprise corporative, ou aucune partie d'icelle, pour le prix que la compagnie jugera avantageux, et particulièrement pour des parts, débentures ou valeurs d'aucune autre corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, et distribuer, en espèces ou autrement, tel que décidé, aucunes valeurs de la corporation à ses membres, et spécialement les parts, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie qui assumera la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la compagnie ;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat, ou autrement, et exercer, remplir et avoir la jouissance d'aucune charte, licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, franchise, concession, d'aucuns droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, pouvoir ou aucune corporation, ou autre corps public peut octroyer et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, et affecter aucune des actions, obligations et valeurs corporatives à défrayer le coût nécessaire, les frais et dépenses d'obtention d'icelles ;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de tous les biens et droits de la compagnie ou d'aucun d'iceux ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou tendent à l'accomplissement des objets mentionnés aux présentes ;

Emettre et répartir des actions libérées du capital corporatif en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière, personnelle, mobilière, immobilière ou mixte, et d'aucuns droits ou d'aucunes concessions que la compagnie achètera ou acquerra, des services rendus ou

by steam, electricity or other motive power and any and all kinds of devices designed for recreation and amusement ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company and in particular, without restriction of the foregoing powers, to take over and acquire as a going concern the undertaking and assets of the " St. Denis Amusement Company " ;

To consolidate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company that may take over the whole or any of the assets or liabilities of the company ;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any charter, license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effects, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges, and expenses thereof ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects herein contained ;

To issue and allot fully paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any property, real, personal, movable, immovable, or mixed, and of any rights or concessions purchased or acquired by the company or of services rendered or to be rendered to

à être rendus à la corporation, sous le nom de "St. Denis Amusement Company, Limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille neuf cent piastres (\$49,900.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-huit (998) parts de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de juin 1918.

L'assistant-secrétaire de la province,
2651—27-2 C.-J. SIMARD.

the company, under the name of "St. Denis Amusement Company, Limited", with a capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into nine hundred and ninety eight (998) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of June, 1918.

C.-J. SIMARD,
2652—27-2 Assistant Provincial Secretary.

Département du trésor

Avis est par le présent donné que la "Manufacturing Lumbermen's Underwriters" of Kansas City a été enregistrée pour transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu.

Le nom et l'adresse de l'agent en chef, dans la province de Québec, sont : F.-C. Baker, Sherbrooke.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce quatrième jour de juillet 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,
2659—27-2 EDW.-E. DUCKWORTH.

Avis est par le présent donné que la "United States Lloyds, Inc." of New York a été enregistrée pour transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance de navigation intérieure et océanique.

Le nom et l'adresse de l'agent en chef, dans la province de Québec, sont : Robert-John Dale, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce quatrième jour de juillet 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,
2661—27-2 EDW.-E. DUCKWORTH.

Treasury Department

Notice is hereby given that the "Manufacturing Lumbermen's Underwriters" of Kansas City has been registered to transact, in the province of Quebec, the business of fire insurance.

The name and address of the chief agent, for the province of Quebec, are: F.-C. Baker, Sherbrooke.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this fourth day of July, 1918.

For the treasurer of the Province of Quebec.

EDW.-E. DUCKWORTH,
2660—27-2 Superintendent of Insurance.

Notice is hereby given that the "United States Lloyds Inc." of New York has been registered to transact, in the province of Quebec, the business of ocean marine and inland marine insurance.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are: Robert-John Dale, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R. S. Q., 1909, this fourth day of July, 1918.

For the treasurer of the Province of Quebec.

EDW.-E. DUCKWORTH,
2662—27-2 Superintendent of Insurance.

Ministère de l'agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur J. Evangeliste, cultivateur, de la paroisse de Saint-Côme, comté de Beauce, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Côme-de-Kennebec", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Côme-de-Kennebec, dans le comté de Beauce.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le ministre de l'agriculture de la province de Québec autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 3 juillet 1918.

Le sous-ministre de l'agriculture,
2663 J.-ANTONIO GRENIER.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. J. Evangeliste, farmer, of the parish of Saint Côme, county of Beauce, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Côme-de-Kennebec", with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint-Côme-de-Kennebec, in the county of Beauce.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, 3rd July, 1918.

J.-ANTONIO GRENIER,
2664 Deputy-Minister of Agriculture.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Thomas James Daly, cultivateur, de la paroisse de Farrellton, comté d'Ottawa, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Ottawa County Woolgrowers and Sheepbreeders Co-operative Agricultural Association", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du canton de Wakefield West, dans le comté d'Ottawa.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le ministre de l'agriculture de la province de Québec autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 3 juillet 1918.

Le sous-ministre de l'agriculture.
2665 J.-ANTONIO GRENIER.

Notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations 1908, Mr. Thomas James Daly, farmer, of the parish of Farrelltown, county of Ottawa, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Ottawa County Woolgrowers and Sheepbreeders Co-operative Agricultural Association", with its chief place of business in the municipality of the township of Wakefield West, in the county of Ottawa.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, 3rd July, 1918.

J.-ANTONIO GRENIER,
2666 Deputy-Minister of Agriculture.

Faillite—avis de

En vertu de la loi des liquidations.

Re : Missisquoi Marbles, Limited, en liquidation.

Avis est par le présent donné que, par jugement de la Cour à Sweetsburg, P. Q., à une assemblée des actionnaires tenue à cet endroit, le 20 juin courant, j'ai été nommé liquidateur de la compagnie sus-nommée, en liquidation.

Vu les ordres de ladite Cour, les créanciers reçoivent présentement avis d'avoir à produire leurs réclamations (s'ils ne l'ont fait déjà) dans un délai de trente jours à compter du présent avis ; elles doivent être adressées au bureau du liquidateur, comme suit :

Le liquidateur,
F.-W. SHARP.

Sharp, Milne & Coy,
Comptables licenciés,
511-514 immeuble "Power",
Montréal, 25 juin 1918. 2597

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 450. *In re :* E. Major, failli.

Un premier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et sera ouvert à contestation jusqu'au 25 juillet 1918.

Le curateur,
HENRI GIRARD.

Chambre 318, 180 rue Saint-Jacques.
Montréal, 28 juin 1918. 2653

Re : Georges Pollock, de Québec, marchand, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure pour le district de Québec, en date du 3 juillet 1918, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations dans les trente jours de cette date.

Les curateurs conjoints,
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne,
Québec, 4 juillet 1918. 2655

Notice of Bankruptcy

Under the winding-up act.

Re : Missisquoi Marbles, Limited, in liquidation.

Notification is herewith given that under judgment of the Court at Sweetsburg, P. Q., at a meeting of creditors held at that place, on the 20th day of June inst., I was appointed liquidator of the above named company in liquidation.

Under orders of the said Court, creditors are herewith notified that they are required to file their claims (if they have not already done so) within a period of thirty days from date of this notice ; the same to be addressed to the liquidator's office, as below :

F.-W. SHARP,
Liquidator.

Sharp, Milne & Coy,
Chartered accountants,
511-514 Power building,
Montreal, 25th June, 1918. 2598

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 450. *In re :* E. Major, insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in the above and shall be open for contestation until the 25th of July, 1918.

HENRI GIRARD,
Curator.

Room 318, 180 Saint-James street.
Montreal, 28th June, 1918. 2654

Re : Georges Pollock, of Quebec, merchant, insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the Superior Court for the district of Quebec, dated 3rd July, 1918, the undersigned have been appointed joint curators.

The creditors of the said insolvent are requested to file us their claim, within thirty days from this date.

LEFAIVRE & GAGNON,
Joint curators.

Offices : 147 Mountain Hill,
Quebec, 4th July, 1918. 2656

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, }
Assistant-Procureur-Général-Suppléant. }
ATTENDU qu'en vertu des dispositions du Code municipal de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la "Gazette Officielle de Québec", laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi ;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit et situé dans la municipalité de la paroisse Sainte-Martine-de-Courcelles Nous a été présentée, demandant de détacher ce territoire de la municipalité de la paroisse de Sainte-Martine-de-Courcelles et de l'annexer à la paroisse de Saint-Evariste-de-Forsyth ;

ATTENDU qu'il nous a été démontré qu'après avoir été démembrée, la paroisse de Sainte-Martine-de-Courcelles contiendra encore une population de 300 âmes au moins :

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que la description technique de ce territoire faite selon les exigences de la loi et figurant le territoire dont on demande l'annexion à la municipalité de la paroisse de Saint-Evariste-de-Forsyth, a été approuvée par Notre Ministre des Terres et Forêts ;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'annexion de la partie de la municipalité de la paroisse de Sainte-Martine-de-Courcelles à celle de la municipalité de la paroisse de Saint-Evariste-de-Forsyth ;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire devant être détaché de la paroisse de Sainte-Martine-de-Courcelles, dans le comté de Frontenac, pour être annexé à la paroisse de Saint-Evariste, dans le même comté, comprend

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION

J.-A. HUDON, }
Acting-Deputy-Attorney-General. }
WHEREAS in and by virtue of the provisions of the Municipal Code of the Province of Québec, the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, published in the "Quebec Official Gazette," which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the division of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexation to a municipality, is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

Whereas a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory herein-after described and situated in the municipality of the parish of Saint-Martine-de-Courcelles, has been presented to Us, making application to detach this territory from the municipality of the parish of Sainte-Martine-de-Courcelles, and annex it to the municipality of the parish of Saint-Evariste-de-Forsyth.

Whereas it hath been shewn to Us, that after this dismemberment, the municipality of the parish of Sainte-Martine-de-Courcelles shall still have a population of no less than 300 souls ;

Whereas it hath also been shewn to Us that the technical description of this territory made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be annexed to the municipality of the parish of Saint-Evariste-de-Forsyth, has been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

Whereas all the other requirements of the law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to comply with the petition presented to Us for the annexation of part of the municipality of the parish of Sainte-Martine-de-Courcelles to the municipality of the parish of Saint-Evariste-de-Forsyth ;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory to be detached from the parish of Sainte-Martine-de-Courcelles, in the county of Frontenac, and annexed to the parish of Saint-Evariste, in the same county, comprises

les quatorze (14) premiers lots du rang 2, du cadastre officiel du canton Forsyth, et est borné comme suit : vers le nord-ouest par le canton Adstock ; vers le nord-est par le troisième rang de Forsyth ; vers le sud-est par le rang A et vers le sud-ouest par le rang I dudit canton Forsyth.

Le territoire ci-dessus décrit couvre une étendue de mille sept cents acres (1700), plus ou moins, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Martine-de-Courcelles, et formera à l'avenir partie de la municipalité de Saint-Evariste-de-Forsyth, à compter de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre Hôtel du Gouvernement, à QUEBEC, ce CINQUIÈME jour de JUILLET, en l'année mil neuf cent dix-huit de l'ère chrétienne et de Notre règne la neuvième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province supp.

2667 ALEXANDRE DESMEULES.

the fourteen (14) first lots of range 2, of the official cadastre of the township of Forsyth, and is bounded as follows : on the northwest by the township of Adstock, on the northeast by the third range of Forsyth, on the southeast by range A and on the south west by range 1, of said township of Forsyth.

The territory above described is of seventeen hundred (1700) acres in superficies, more or less, shall be detached from the municipality of the parish of Sainte-Martine-de-Courcelles and shall henceforth form part of the municipality of the parish of Saint-Evariste-de-Forsyth.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this FIFTH day of JULY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and eighteen, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

2668 ALEXANDRE DESMEULES, Acting Assistant Provincial Secretary.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS ; SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette*

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW; OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the

pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,
E.-E. CINQ-MARS.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

2051

last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E.-E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914.

2052

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 27.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Bruneau vs Bégin.....	1566
" Leibovitch vs Jonas.....	1366
" Lizotte vs Alexopoulos.....	1365
" Shulman vs Rotstein.....	1365

ANNONCEURS, avis aux.....	1390
---------------------------	------

AVIS DIVERS :—

La Compagnie Électrique d'Armagh.....	1866
Riordon Pulp & Paper Coy. Ltd.....	1366

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES :—

La Compagnie "Eastern Mining & Milling Company, limitée".....	1367
--	------

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS :—

Bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec.....	1364
--	------

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Hartford Fire Insurance Coy.....	1365
Le Crédit-Général du Canada.....	1368
Les Sacs-au-Dos de 1914.....	1364
National Trust Company.....	1368
Manufacturing Lumbermen's Underwri- ters.....	1387
Royal Exchange Assurance.....	1368
Sherbrooke Patriotic Association.....	1364
The British Empire Trust Co. Ltd.....	1368
The Imperial Trust Company.....	1368
United States Lloyd's, Inc.....	1387

ERRATUM :—

Page 1346 et 1348.....	1368
------------------------	------

EXAMENS DU BARREAU :—

Montréal.....	1369
---------------	------

FAILLITE—AVIS DE :—

Henderson, M. nom. de curateur.....	1370
Klein, A. nom. de curateurs.....	1370
Labrecque, L.-E., dividende.....	1370
Lamarche, E. cession.....	1369
Major, E., dividende.....	1388
MacLeay, R., cession.....	1370
Pollock, G., nom. de curateurs.....	1388
Robert, F. cession.....	1370
Salviati, B. nom. de curateurs.....	1369

LETTRES PATENTES :—

Auditone Company, Ltd.....	1384
Dominion Importing & Manufacturing Coy. Ltd.....	1360

Index of the Quebec Official Gazette, No. 27.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Bruneau vs Bégin.....	1366
" Leibovitch vs Jonas.....	1366
" Lizotte vs Alexopoulos.....	1365
" Shulman vs Rotstein.....	1365

ADVERTISERS, notice to.....	1390
-----------------------------	------

MISCELLANEOUS NOTICES :—

La Compagnie Électrique d'Armagh.....	1366
Riordon Pulp & Paper Coy. Ltd.....	1366

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :—

The Company Eastern Mining & Milling Company, Limited.....	1367
---	------

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—

Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec.....	1864
---	------

TREASURY DEPARTMENT :—

Hartford Fire Insurance Coy.....	1365
Le Crédit-Général du Canada.....	1368
Les Sacs-au-Dos de 1914.....	1364
National Trust Company.....	1368
Manufacturing Lumbermen's Underwri- ters.....	1387
Royal Exchange Assurance.....	1368
Sherbrooke Patriotic Association.....	1364
The British Empire Trust Co. Ltd.....	1338
The Imperial Trust Company.....	1368
United States Lloyd's, Inc.....	1387

ERRATUM :—

Page 1346 and 1348.....	1368
-------------------------	------

BAR EXAMINATIONS :—

Montreal.....	1369
---------------	------

BANKRUPT NOTICE :—

Henderson, M. curator's.....	1370
Klein, A. curators' appt.....	1370
Labrecque, L.-E., dividend.....	1370
Lamarche, E. abandonment.....	1369
Major, E., dividend.....	1388
MacLeay, R., abandonment.....	1370
Pollock, G., curators' appt.....	1388
Robert, F. abandonment.....	1370
Salviati, B., curators' appt.....	1369

LETTERS PATENT :—

Auditone Company, Ltd.....	1384
Dominion Importing & Manufacturing Coy. Ltd.....	1360

Jos. Villeneuve, ltée.....	1361	Jos. Villeneuve, ltée.....	1361
Lafayette, Ltd.....	1359	Lafayette, Ltd.....	1359
Le club Européen, inc.....	1358	Le club Européen, inc.....	1358
St. Denis Amusement Co., Ltd.....	1385	St. Denis Amusement Co., Ltd.....	1385
LIQUIDATION—AVIS DE :—		WINDING UP NOTICE :—	
La Cie d'Arboriculture Missisquoi Mar- bles, Ltd.....	1370	La Cie d'Arboriculture Missisquoi Mar- bles, Ltd.....	1370
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—		DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—	
Cercle agricole de la paroisse de Saint- Cajetan-de-Mansonville.....	1365	Cercle agricole de la paroisse de Saint- Cajetan-de-Mansonville.....	1365
Ottawa County Woolgrowers and Sheep- breeders Co-operative Agricultural Asso- ciation.....	1388	Ottawa County Woolgrowers and Sheep- breeders Co-operative Agricultural Asso- ciation.....	1388
Société coopérative agricole de Saint- Côme-de-Kennebec.....	1387	Société coopérative agricole de Saint- Côme-de-Kennebec.....	1387
MINUTES DE NOTAIRE—TRANSFERT DE :—		NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :—	
Demande par Paul LaBadie.....	1371	Application by Paul LaBadie.....	1371
NOMINATIONS :—		APPOINTMENTS :—	
Juges de paix:—District de Joliette, Montréal, Saint-François.....	1357	Justices of the peace for the district of:— Joliette, Montreal, Saint Francis.....	1357
Inspecteur des établissements industriels.....	1357	Inspector of industrial establishments... ..	1357
Greffier de la Cour de magistrat.....	1357	Clerk of the Magistrate Court.....	1357
Régistrateur, Isle d'Orléans.....	1357	Registrar, Island of Orléans.....	1357
ORDRE DE COUR :—		RULE OF COURT :—	
Cummings & Son vs Bilodeau.....	1371	Cummings & Son vs Bilodeau.....	1371
PROCLAMATION :—		PROCLAMATION :—	
Partie de la paroisse de Sainte-Martine de Courcelles à Saint-Evariste de Forsythe.....	1389	Part of the parish of Sainte Martine de Courcelles to Saint Evariste de Forsythe.....	1389
RATIFICATION DE TITRE :—		CONFIRMATION OF TITLE :—	
La Cie de Ste-Foy, ltée.....	1371	La Cie de Ste-Foy, ltée.....	1371
VENTE PAR LICITATION :—		SALE BY LICITATION :—	
Lane (Dme) <i>et vir</i> vs Dme Smith <i>et vir</i>	1372	Lane (Dme) <i>et vir</i> vs Dme Smith <i>et vir</i>	1372
VENTES PAR LES SHÉRIFS :—		SHERIFFS' SALES :—	
BEAUCE :—		BEAUCE :—	
Rousseau vs Pointon <i>et al</i>	1373	Rousseau vs Pointon <i>et al</i>	1373
BEDFORD :—		BEDFORD :—	
Brosseau vs héritiers Brosseau.....	1373	Brosseau vs heirs Brosseau.....	1373
GASPÉ :—		GASPÉ :—	
Dme Richard vs Donoghue.....	1374	Dme Richard vs Donoghue.....	1374
Robin James & Whilman Ltée vs Riffon..	1375	Robin James & Whilman Ltée vs Riffon..	1375
IBERVILLE :—		IBERVILLE :—	
Davignon, failli.....	1375	Davignon, insolvent.....	1375
KAMOURASKA :—		KAMOURASKA :—	
Kaine <i>et al</i> vs Gagné.....	1376	Kaine <i>et al</i> vs Gagné.....	1376
MONTMAGNY :—		MONTMAGNY :—	
Cadin (Dme) vs Blais.....	1376	Cadin (Dme) vs Blais.....	1376

MONTRÉAL :—

La cité de Montréal vs Turbane.....	1378
La ville de Pointe-Claire vs Halford <i>et al.</i>	1377
Robin vs La Société du Boulevard Pie IX, Ltée.....	1377
Whelan <i>et al</i> vs Hébert.....	1378

QUÉBEC :—

Babin vs Dumas <i>ès-qual</i>	1379
Belleau vs Myrand.....	1379
Casgrain (Dme) vs Laviolette.....	1379

RIMOUSKI :—

Bélanger vs Ratté.....	1380
Lebovitch <i>et al</i> vs Tockell.....	1380

SAGUENAY :—

Gauthier vs Desbiens <i>et al.</i>	1381
--	------

SAINT-FRANÇOIS :—

La cité de Sherbrooke vs Plant.....	1381
-------------------------------------	------

SAINT-HYACINTHE :—

Hébert <i>et vir</i> (Dme) vs Beaudin frères....	1382
--	------

TERREBONNE :—

Dubois vs Sheppard.....	1382
-------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES :—

Charest vs Fréchette.....	1383
Massicotte <i>et al</i> vs Gouin, père.....	1383

MONTREAL :—

The city of Montreal vs Turbane.....	1378
The city of Pointe-Claire vs Harlford <i>et al</i>	1377
Robin vs La Société du Boulevard Pie IX, Ltée.....	1377
Whelan <i>et al</i> vs Hébert.....	1378

QUEBEC :—

Babin vs Dumas <i>ès-qual</i>	1379
Belleau vs Myrand.....	1379
Casgrain (Dme) vs Laviolette.....	1379

RIMOUSKI :—

Bélanger vs Ratté.....	1380
Lebovitch <i>et al</i> vs Tockell.....	1380

SAGUENAY :—

Gauthier vs Desbiens <i>et al.</i>	1381
--	------

SAINT FRANCIS :—

The city of Sherbrooke vs Plant.....	1381
--------------------------------------	------

SAINT HYACINTHE :—

Hébert <i>et vir</i> (Dme) vs Beaudin frères....	1382
--	------

TERREBONNE :—

Dubois vs Sheppard.....	1382
-------------------------	------

TROIS RIVERS :—

Charest vs Fréchette.....	1383
Massicotte <i>et al</i> vs Gouin, père.....	1383

